

Cadavres sur avenues Batetela et Poids Lourds

Lire en page 2.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1615 | LUNDI 22 JUILLET 2024 | 20 PAGES €7 \$8

IGF, cette énième guerre

Comment comprendre ces guerres menées sans répit contre l'Inspection Générale des Finances et contre son chef, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, Jules Alingete Key? Dans le passé, il y a eu plus grave : la contestation de sa nationalité congolaise. Plus tard, l'ambition lui sera prêtée de chercher à faire partie du Gouvernement. Puis ! Puis ! Dès la découverte de cet homme et de son action, Le Soft International qui fit paraître les premiers textes sur ce Super flic alors inconnu du grand

public avait anticipé : « Maintenant que le couvercle de la marmite commence peu à peu à être enlevée (...) dans ces scandales d'une décennie congolaise faillie alors qu'ils mobilisent la planète contre l'Inspection Générale des Finances, les voilà qui cherchent à traumatiser son Inspecteur Général-Chef de Service Jules Alingete Key - un vrai Antonio Di Pietro de la Mani pulite - en voulant l'abattre quand le travail qu'il fait est un travail de salut public » (Le Soft International n°1527 | lundi 24 mai 2021). Que dire des médias qu'il faut réinventer, mieux, des influenceurs ? Faut-il encourager le chaos dans la création des médias sans financement, sans publicité commerciale, sans régime d'aide à la presse? Lire Pages 7, 8, 9.

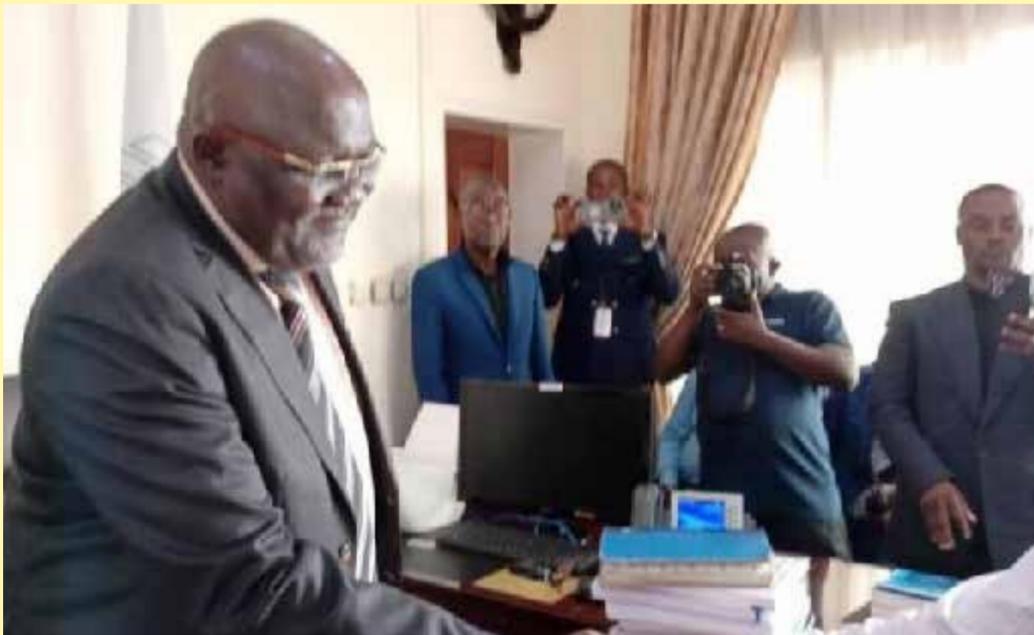


LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Mise en place des Cadres à la RVA-SA

Cela était attendu depuis de longs mois, voire depuis de longues années. C'est finalement arrivé.

En vue de relancer l'Entreprise de l'État, la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA en sigle, en lui redonnant du tonus quand de nouveaux objectifs sont projetés avec la toute prochaine signature par les mandataires de l'État du Contrat Mandat initié par le ministre du Portefeuille, Jean-Lucien Bussa Tongba, le Directeur Général de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, Léonard Ngoma Mbaki a, après avoir fait valider ses propositions en Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, comme l'exigent les statuts de l'entreprise, pris à la date du 12 juillet 2024, une décision (n°RVA/DG/102/2024 portant désignation de certains cadres de la Régie des Voies Aériennes-SA). Il a désigné 33 (trente-trois) cadres de la Société d'État de nouvelles fon-



Le Commandant de N'Djili Lundula Lutshaka lors de sa prise de fonctions. DR.

tions au sein de la RVA-SA.

REDORER L'IMAGE DES AÉROPORTS.

À la suite de cette décision, le nouveau Directeur d'Exploitation de la RVA-SA a pour nom Mavuba Lubendo. Kangamina Kis Kabala est le nouveau Coordonnateur CES. Ancienne Directrice de l'Administration, Mme Ginette Kabengele Mujinga échange son poste avec l'ancien Directeur Juridique, M. Ngalamulume Mbombo et devient désormais les fonctions Directrice Juri-

dique quand Ngalamulume Mbombo est le nouveau Directeur de l'Administration. Le nouveau Directeur de l'Aéroport International de N'Djili, généralement appelé Commandant - les aéroports du Congo étaient jadis dirigés par des militaires - a pour nom Lundula Lutshaka, l'ancien commandant Michel Otshudi Okitandjo qui a assumé pendant deux ans et demi, la fonction de commandant de ce poste frontalier, est mis à la disposition de la Direction Administrative.

Lundula Lutshaka aura comme adjoint Wabulakombe Wabulakombe. En prenant ses fonctions le 16 juillet, le nouveau patron de l'Aéroport International de N'Djili, a placé sa priorité dans la ligne définie par la Hiérarchie. « La priorité a été déjà définie car j'ai reçu les instructions de la Hiérarchie qui a demandé (...) de redorer le blason de l'Aéroport International de N'Djili (...) C'est-à-dire dans les secteurs de la sûreté, de la navigation aérienne et de

l'embellissement de l'Aéroport », a-t-il déclaré face aux médias. « Tout est urgent mais il y a une ligne de conduite que je vais scrupuleusement suivre », a-t-il poursuivi. Lundula Lutshaka a déclaré vouloir établir une collaboration étroite avec tous les agents de la Régie des Voies Aériennes-SA afin de relever les défis. « Je crois qu'avec l'aide de tous les agents de la RVA-SA, l'aéroport étant une ville dans une ville, un travail de synergie est d'autant plus nécessaire pour relever les

défis», a-t-il poursuivi. Lors de trois visites d'inspection effectuées à l'Aéroport International de N'Djili, le Conseil d'Administration de la RVA-SA avec à sa tête le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, n'avait de cesse de déplorer des « conditions déplorables » de cette principale porte d'entrée et de sortie du pays. Lors de sa dernière visite en compagnie du Directeur Général Léonard Ngoma Mbaki, du Directeur Général Adjoint Louis-Blaise Londole Lokoyi et d'administrateurs de la RVA-SA, il avait annoncé l'imminence de la prise de décisions. D'autres personnes nommées par la décision du D-G de la RVA-SA : Mayelembe Minkok (Directeur Exploitation Adjoint/Aéroports), Kinzamba Toto (Directeur Exploitation/Navigation aérienne), Nzuzi Nzuzi (Coordonnateur Adjoint CQE), Nyanga Kintenge (Coordonnateur National Police et Sûreté), Malembe Mosanda (Commandant Adjoint Aéroport Kisangani Bangoka), Ndjolo Ndjolo (Commandant adjoint Aéroport

Goma), Kabeya Mukanku (Commandant Adjoint Aéroport Mbuji Mayi), Kapita Ngolela (Commandant Aéroport Kin-du), Ziele Luzayadio (Chef de Division CA Aéro/Goma), Bondo Modjaka (Commandant Aéroport Kananga), Bisimwa Centwali (Directeur Adjoint à la DIPB), Banza Kalonda (Chef de Division Radio Com/DT), Mbumba Makanda (Chef de Division CA Aéro/Luano), Mayanga Bandila (Chef de Division Police/Aéroport N'Djili), Kalonji Ngoy Ditunga (Expert CES), Ngoyoko Mboma (Expert CES), Masiala Ngoma (Assistant CNPS), Yvette Ntumba Ngu-die (Coordonnatrice Aéroport N'Djili), Ali Sakina (Chef de Division FAL Aéroport N'Djili), Abil Fioti Fioti (Coordonnatrice Aéroport N'Djili), Lombe Asunia (Chef DMG Aéroport N'Djili), Kinkela Nzuiiki (Chef de Division Études & Marchés/DIPB), Kamwuabo Kanyengele (Coordonnateur Responsable Aéroport Mbuji Mayi), Kayeya Mithiabu (Expert CES), Lubamba Kasanji (Assistante à la Direction des Finances). **ALUNGA MBUWA**

Cadavres à Kinshasa

Deux corps sans vie ont été trouvés dimanche matin 20 juillet à Kinshasa. L'un des corps a été trouvé sur le boulevard du 30-Juin à la bifurcation avec l'avenue Bate-tela qui conduit dans le quartier le plus sécurisé de la Gombe, vers les hôtels Grand Hôtel Kinshasa et Fleuve Congo, l'autre sur la route des Poids Lourds conduisant vers la commune de Kin-gabwa. Selon les premiers constats de ces corps non identifiés, il s'agirait de meurtres. Pour le

président national de l'Association des chauffeurs du Congo, ACCO, Jean Mutombo, ces cadavres sont ceux des chauffeurs tués par des bandits qui leur ont ravi leur véhicule. Il justifie cette hypothèse à la suite d'une série de meurtres des chauffeurs enregistrés, il y a deux semaines dans la Capitale. Ces deux nouveaux meurtres interviennent malgré l'implication annoncée de la Police tentant de mettre un terme à ce cycle. Une situation qui inquiète l'ACCO et la population.

Les banquiers chez l'argentier national



L'Argentier nationale en compagnie des patrons des banques commerciales à Kin. DR.

Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi a échangé le 17 juillet 2024 dans son cabinet de travail avec les membres de l'ACB,

l'Association Congolaise des Banques avec à leur tête leur présidente, Marie-Gabrielle Kalenga Opese, Directrice Générale Adjointe de Standard Bank. Le ministre des

Finances a présenté sa vision qui consiste à voir les banques congolaises devenir des moteurs de croissance économique dans le pays par la création d'une classe moyenne. Il a

appelé les banques congolaises à ouvrir l'accès au crédit à la population et à soutenir les initiatives économiques. Il a appelé les banques à travailler pour le respect des délais

de paie des agents et fonctionnaires de l'État, en assurant le transport des fonds dans des zones rurales afin d'améliorer l'accès et la sécurité de ces transactions. Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi a encouragé l'ACB à soumettre des propositions pour résoudre les problèmes persistants de trésorerie et de plafonnement des retraits. Marie-Gabrielle Kalenga Opese a présenté les défis auxquels font face les banques congolaises : nécessité d'une centrale des risques fiable pour ajuster la politique de risque, climat des affaires favorable pour encourager les investissements, problématique des transactions financières et engagement de l'État envers le secteur bancaire.

Des hommes politiques en contact avec des rebelles en Ituri

Le Lieutenant général Johnny Luboya, gouverneur militaire de la province de l'Ituri a lancé un avertissement en direction de tous les acteurs politiques et les leaders communautaires qui envisageraient de collaborer avec les

rebelles du M23. Dans une déclaration à la presse, il a dénoncé le recrutement de jeunes Ituriens par certains individus au profit de ce groupe armé. Ces actions, a-t-il déclaré, visent à compromettre les efforts de paix et de développement déjà entre-

pris dans la province. «En ce qui concerne le M23, il y a des prétendus leaders qui recrutent ici et qui ont pris contact avec le M23 pour les faire venir en Ituri. Regardez le chemin que nous avons parcouru. Nous avons presque toute la province en

insécurité. Aujourd'hui, sur les cinq territoires, quatre sont relativement sécurisés. Même à Djugu, les marchés ont rouvert et les gens se côtoient à nouveau. La ville de Bunia s'est développée grâce aux infrastructures que nous avons mises en place

et aux initiatives des Ituriens eux-mêmes», a déclaré le gouverneur de l'Ituri avant de poursuivre: «Allons-nous tout détruire à cause de quelques charlatans qui cherchent à introduire l'ennemi du peuple ici ? Nous venons de loin en Ituri. Il y a eu

des tueries et des massacres ». Le Lieutenant général Johnny Luboya a souligné l'importance de maintenir la stabilité dans la région, rappelant les progrès réalisés malgré les défis sécuritaires. Il a précisé que les auteurs de ces actes de collusion avec

le groupe rebelle M23 seront traduits en justice. On rappelle que deux acteurs politiques dont les noms n'ont pas été divulgués ont été arrêtés la semaine dernière par les services de renseignements et transférés à Kinshasa pour y être interrogés.

Huit cent ménages vont être déguerpis de Bipemba

Plus de 800 ménages habitant le quartier dit de la plaine dans la commune de Bipemba vont être déguerpis incessamment en vue de faciliter la poursuite des travaux

de construction de l'aéroport international de Mbuji-Mayi, chef-lieu du Kasai-Oriental. Dans un communiqué diffusé le 17 juillet, le maire de la ville de Mbuji-Mayi, a annoncé pour bientôt les démolitions des maisons construites sur l'emprise de l'aéroport en expropriation

pour cause d'utilité publique. Dans ce communiqué, l'autorité urbaine indique que conformément aux rapports d'une commission ad hoc, les travaux de modernisation de l'Aéroport International de Bipemba, débutés en 2022, ont subi un retard considérable

dans leur exécution à la suite de la lenteur préjudiciable de la libération des parcelles concernées par l'expropriation. Pour le maire, la non-libération rapide de ces parcelles amène l'autorité à recourir à des mesures de démolition forcée des immeubles compris dans le pé-

riphérie concernée par l'expropriation, propriété de l'Etat mise à la disposition pour gestion à la Régie des Voies Aériennes-Sciété Anonyme, RVA-SA en sigle. Le maire de Mbuji-Mayi demande aux propriétaires des maisons de procéder volontairement à la démolition pour ré-

cupérer les matériaux de construction. Les 800 familles ont toujours contesté cette expropriation, justifiant leur position par le non-respect de la valeur marchande de leurs parcelles. Pour harmoniser cette situation, le gouvernement provincial a remis à ces familles, au mois

d'avril, des jetons pour leur attribuer des parcelles dans la périphérie de la ville. Toutes ces mesures semblent ne pas produire à ce jour les résultats attendus par les autorités provinciales et l'entreprise chargée de moderniser l'aéroport de la Régie des Voies Aériennes.

Congo Airways va être dotée de trois Airbus 320

Le Gouvernement a adopté vendredi 19 juillet en Conseil des ministres le dossier de proposition du renouvellement de la flotte de la compagnie Congo Airways. Dans son rapport présenté lors de cette réunion, le Vice-premier ministre en charge des Transports, Voies de Communication et Désenclavement, Jean-Pierre Bemba Gombo a rappelé la série de mesures envisagées afin d'assurer la relance de la

compagnie nationale.

« Le Vice-premier ministre a présenté sommairement le business plan étalé sur une période de 5 ans et qui envisage d'acquérir en location/achat trois avions de type A320, ce qui aura pour avantage de résoudre la double question relative à la perte du certificat de transport aérien CTA et de l'agrément IATA à la date butoir de 16 septembre 2024 », a annoncé le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe. Lors de la réunion du 28

juin, le Vice-premier ministre Jean-Pierre Bemba avait affirmé que la compagnie aérienne nationale ne disposait plus d'avion en propre et fonctionnait par un aéronef obtenu grâce au système de leasing, auprès de Ethiopian Airlines. «Le fonds nécessaire prévu pour permettre à cette compagnie nationale de renforcer sa capacité opérationnelle n'ayant pas encore été libéré, Congo Airways exploite un seul avion en leasing dont le contrat expire dans les jours qui viennent. Bien plus, elle court le risque

de voir tomber son certificat de transporteur aérien et son agrément IATA si, au 16 septembre prochain, elle ne dispose pas d'un appareil opérationnel immatriculé en République Démocratique du Congo », avait expliqué le porte-parole. Jean-Pierre Bemba Gombo a justifié, le 19 juillet, la relance de la compagnie d'aviation nationale au regard des indicateurs positifs que présente la société actuellement en exploitant qu'un seul aéronef en leasing et dont le contrat expire bientôt. « La relance de la compagnie

Congo Airways s'impose au regard de son impact significatif sur la souveraineté nationale et la mobilité des personnes et des biens ainsi que la vie économique et sociale pour lequel les indicateurs de performance démontrent une rentabilité et une viabilité satisfaisante avec la desserte graduelle de 47 destinations domestiques et intra africaines suivant son programme d'exploitation », a poursuivi Patrick Muyaya Katembwe. Le Gouvernement avait lancé l'idée de la création d'une nouvelle compagnie

aérienne Air-Congo. Il avait conclu un protocole d'accord avec Ethiopian Airlines Group visant à mettre en œuvre un partenariat stratégique entre les deux parties pour favoriser le développement des investissements dans le domaine aéronautique, la consolidation de l'exploitation des réseaux ainsi que le renforcement des capacités sur les plans technique et opérationnel. La création de la nouvelle compagnie nationale et une exploitation rapide des lignes internationales par le Congo ne doit pas se faire

au détriment de Congo Airways dont la mise en œuvre du plan d'urgence et de stabilisation avait proposé la location d'un avion en leasing et l'acquisition d'un autre. Ce Business plan projetait une évaluation des capacités économiques, financières et juridiques de la nouvelle compagnie. Le chronogramme prévoyait 22 actions programmées à exécuter en 157 jours, à partir du 26 décembre, avant la création de la compagnie jusqu'au lancement du processus d'obtention du Certificat de Transporteur Aérien, CTA.

Un atelier au Kwilu de formation au reboisement

Cinquante personnes parmi les communautés locales de Mangai, dans le territoire d'Idiofa province du Kwilu, ont été renforcées en capacités, lors d'un atelier, par une organisation non gouvernementale. «L'atelier avec une participation de 50 personnes a eu lieu au Domaine de Chasse et Réserve à Hippopotames de Mangai, DCRHM, dans le cadre de

renforcement des capacités des communautés locales sur les techniques de reboisement et l'importance des arbres dans la préservation des droits des communautés locales et les peuples autochtones pygmées, PAP», a déclaré Alain Shombo, ingénieur agronome de l'ONG Organisation Congolaise des Écologistes et Amis de la Nature, OCÉAN Asbl. Il a souligné que grâce à des modules sélectionnés, ces communautés ont été édifiées sur les étapes à suivre pour une activité de reboi-

sement ainsi que sur la préservation des droits humains. Parmi entre autres matières liées aux droits humains, figurent les critères pour la reconnaissance et le respect des droits des communautés, la préservation des droits de communautés forestières et l'importance de la forêt pour les communautés locales. Les représentants des communautés locales dont les autorités politico-administratives, les autorités coutumières, la société civile, le conservateur du site de l'Institut

Congolais pour la Conservation de la Nature, ICCN, les représentants de l'ISP et l'ISEA Mangai, qui ont exprimé leur satisfaction, à l'issue de cet atelier, et ont signé un acte d'engagement pour la sécurité des sites et des espèces locales reboisées. Alain Shombo a expliqué que parmi les éléments relevés qui causent les menaces dans les sites du DCRHM, il y a notamment l'érosion, le glissement des terres, l'inondation, l'agriculture sur brûlis, la forte chaleur, le déboisement. L'ONG signale que plusieurs

sites ont été identifiés comme Mpankay, ISP, Maison communale de Mangai, Osiang, Source de Baluba et ISEA Mangai, alors que les sites choisis pour le reboisement sont notamment ISP et ISEA Mangai. «4000 plantules d'espèce locale «Tola» ont été reboisées par 40 personnes pendant 2 jours dans les 2 sites choisis, ISP et ISEA», a indiqué l'ingénieur Shombo pour qui les bénéficiaires du projet, avec l'appui de l'ONG OCÉAN Asbl ont mis en place une pépinière d'acacia pour la poursuite

des activités dans les deux sites. OCÉAN Asbl a bénéficié de l'appui financier du Fonds pour la Terre de Bezos, Bezos Earth Funds, BEF, à travers le Groupe des Droits et Ressources, RRG. C'est depuis deux ans, que l'ONG OCÉAN et RRI, une ONG internationale de droit américain, avec le Fonds Bezos mènent ces activités dans le DCRHM situé entre la province du Kwilu dans le territoire d'Idiofa et celle de Mai-Ndombe dans le territoire d'Oshwe. Cette aire protégée est menacée par les effets du changement

climatique exacerbés par des activités anthropiques menées par les communautés locales. « Nous avons apporté un appui à la conservation du Domaine de chasse et réserve à hippopotames de Mangai, DCRHM, par le reboisement de 10 ha de sites menacés afin de préserver les droits des communautés locales. Ces activités se sont déroulées au cours de la période du 08 au 22 juin de l'année en cours », a déclaré pour sa part Jules Mfato Muwala, chargé de mission de l'ONG ÉAN Asbl.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La stratégie gagnante de la guerre au Kivu

Lorsque le 18 janvier 2001, ils font feu sur le président Laurent-Désiré Kabila, à Kinshasa, dans son bureau, à sa résidence, alors qu'il s'y trouvait en réunion avec un collaborateur, officiers et soldats rwandais au front, aux côtés des rebelles congolais du Rcd-Goma, était à Pepa, localité située à une centaine de kilomètres de Pweto, non loin du lac Tanganyika, à un jour de marche de la deuxième ville du pays ! À l'annonce du décès du président congolais, soldats rwandais et rebelles congolais se jettent mécaniquement en direction de Lubumbashi, à 500 kms de là, convaincus que l'affaire était désormais terminée, que la deuxième guerre mondiale africaine avait pris fin, que le Rwanda venait de gagner une seconde fois, une guerre au Congo !

Pourtant, peu après la nouvelle de la mort de Kabila annoncée, Paul Kagame reçoit l'ordre de la première puissance du monde de ne pas laisser ses troupes avancer vers la deuxième ville du Congo, d'arrêter les combats à Pepa et de voir venir les événements. L'ordre de Washington est si strict que pour s'assurer de son exécution sans faille par ses hommes, Paul Kagame fait atterrir dans la précipitation sur la localité congolaise, Pepa, dans l'heure qui suivait l'annonce de ce décès, le membre le plus puissant de son dernier carré, le général Faustin Kayumba Nyamwasa, l'un des fondateurs du FPR, le Front Patriotique Rwandais, aujourd'hui en exil, à l'époque chef d'état major de



Quand le Congo prendra conscience de sa puissance. DR.

l'armée rwandaise, APR, l'Armée Patriotique Rwandaise aujourd'hui RDF, Rwanda Defence Force.

Sur le front, trouble et incompréhension. Les mêmes questions dans toutes les bouches.

« Qu'est-ce qu'il s'est passé derrière nous, depuis ? Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi nous demande-t-il de ne plus avancer alors que le pouvoir est à portée de main ? Que nous veut-il ? »

L'assassinat de Laurent-Désiré Kabila a fait ouvrir des portes aux Occidentaux !

Dès son installation à la tête du pays, le nouvel homme, fils de Laurent-Désiré Kabila, choisi par les Occidentaux, prend littéralement un chemin autre que celui qu'avait emprunté son père. Il commence par béatifier le facilitateur du dialogue inter-congolais, l'ancien président du Botswana, Ketumile Joni Masire dit Quett Masire, invité dans la Capitale, reçu par le nouveau président quand Kabila père lui avait fait ériger un infranchissable mur.

Le dialogue s'ouvre le 15 octobre 2001 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il aboutit à Pretoria à l'Accord global et inclusif, signé le 2 avril 2003 à Sun City, en Afrique du Sud. L'accord donne lieu à un régime 1+4 inattendu, fait incorporer dans l'armée régulière des forces de toutes les rébellions, MLC, RCD-Goma, RCD-ML.

L'arrêt par Kagame des combats à Pepa

donne une indication claire sur les réalités du Rwanda. L'ordre d'arrêter les combats est venu des Occidentaux, signe de la dépendance existentielle du Rwanda vis-à-vis des Occidentaux.

Le Rwanda trop pauvre par son potentiel, son économie sinon son existence dépend étroitement de l'aide occidentale. La moitié de son budget est financée par l'aide extérieure. Il est dès lors difficile qu'une injonction occidentale ne puisse être suivie sauf à accepter de faire courir au « pays des mille collines » le risque d'un retour à l'âge de la pierre, ce que ne peut se permettre Kagame dont l'ambition affichée par sa propagande ou sa communication, est de passer pour un pays modèle dans la gestion au point d'afficher des taux de croissance hors normes (plus de 8% en 2023), de se faire élire et réélire à la soviétique sans que cela n'émeuve personne en Occident dans un pays à majorité hutue. L'essentiel, explique-t-on, c'est la paix, l'ordre, la stabilité ! Disons-le. Face à Kigali, Corneille Nangaa Yobeluo est le nouveau Laurent-Désiré Kabila, le nouveau Ernest Wamba dia Wamba, le nouveau Dr Émile Ilunga Kalambo, le nouveau Adolphe Onusumba Yemba. Un Congolais de service, sans existence, à exploiter et à lâcher sans explication dès que l'ordre tombe !

Si le Congo fait

aujourd'hui face à d'énormes défis dans la conduite de la guerre que lui mène le Rwanda, le pays est connu comme celui qui infligea une cuisante défaite à la rébellion tutsie du FPR lors de sa première tentative de prendre le pouvoir à Kigali. Sous Mobutu, l'ex-Zaïre, avec le général Donatien Mahele Lieko Bokungu à la tête d'un contingent des FAZ contribua, le moins que l'on puisse dire, le 2 octobre 1990, soit dès le lendemain de l'entrée du FPR au Rwanda, en venant de l'Ouganda, à la mort dans les bananeraies, du chef historique du FPR-APR, Fred Gisa Rwigema, de son vrai nom Emmanuel Gisa.

DU MAUVAIS TEMPS À KIGALI.

Certes, des versions diverses circulent sur ce décès. Il n'empêche ! Cette mort de l'homme qui fut le garde du corps de Yoweri Kaguta Museveni lors de ses opérations militaires parties de la Tanzanie et qui est nommé vice-ministre de la Défense à Kampala, à la prise du pouvoir par Museveni, fut l'œuvre du contingent zaïrois dépêché par Mobutu auprès de l'armée de son ami, le président rwandais, le Hutu Juvenal Habyarimana.

Partant des réalités existentielles du Rwanda, le Congo d'aujourd'hui peut déployer une stratégie gagnante qui ferait plier cet « homme fort de Kigali ». Une stratégie d'anéantissement sinon d'affaiblissement de l'économie et donc des finances de ce pays. Le contexte international actuel s'y prête avec cette multiplication des mauvaises nouvelles.

Le hasard n'existe pas, dit-on. Il est évident que depuis peu, Kigali croule sous du mauvais temps. Il y a le gel par l'Union Européenne de 20 millions d'euros à

la RDF pour son intervention à Cabo Delgado, au Mozambique. « L'UE ne peut pas apporter une assistance financière (au Rwanda) qui sera aussitôt injectée dans le financement des violences dans le Nord-Kivu », déclare un diplomate européen. Cette contribution financière ne sera pas versée au Rwanda qui, au lieu de se concentrer sur le développement de son territoire, exporte et entretient la terreur sur le sol congolais. Jusqu'où ira l'UE qui paraît s'acheminer vers de nouvelles sanctions contre Kigali pour son soutien au M23 ? Autre mauvaise nouvelle, l'arrivée au 10, Downing Street du Labour qui a conduit le nouveau premier ministre britannique, après son raz de marée électoral, à annuler le contrat sur les migrants. Keir Starmer a confirmé la fin de la politique d'expulsion des migrants vers le Rwanda.

Le 6 juillet, le chef du Labour a annoncé, lors de sa première conférence de presse à Downing Street, que la politique d'expulsion des demandeurs d'asile au Rwanda - « pays vanté mais non sûr pour les demandeurs d'asile », était « morte et enterrée ». Du coup, les sommes colossales que Kigali attendait de cet accord (432 millions d'euros comme coût de la procédure de demande d'asile au Rwanda, 140 millions d'euros supplémentaires si plus de 300 migrants étaient renvoyés au Rwanda, 151.000 livres prévues pour l'intégration de la personne renvoyée au cas où celle-ci resterait au Rwanda, etc.) partent en fumée quand la polémique enfle pour savoir s'il faut retourner ou pas les énormes sommes déjà perçues par Kigali.

Qu'attendre de Paris avec le changement de la politique étrangère française que va porter le futur gou-

vernement français et surtout de Washington qui ne met désormais aucune réserve dans son récit pour désigner nommément le Rwanda dans la guerre à l'Est du Congo ?

Le 5 décembre 2022, dans un appel téléphonique, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken a « dit clairement que tout soutien externe à des groupes armés non-étatiques en RDC doit cesser, y compris le soutien du Rwanda au M23 », en a rapporté officiellement le porte-parole du département d'État, Ned Price.

Le 5 février 2024, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa diffuse un communiqué. « Nous avons fermement appelé tous les groupes armés non-étatiques, y compris le M23 sanctionné par les États-Unis, à cesser les hostilités et à déposer les armes (...). Nous appelons de nouveau le Rwanda à cesser de soutenir le M23 et à immédiatement retirer les Forces armées rwandaises du territoire congolais, étant donné que leur appui à ce groupe armé n'a servi qu'à déstabiliser davantage l'est de la RDC ».

Puis : Les États-Unis soulignent « depuis longtemps qu'il est primordial que tous les États respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun », ajoutant que « toute affirmation contraire est fautive ». Et ce tweet d'Antony Blinken du 7 avril 2024, jour de la commémoration des 30 ans du génocide rwandais, qui en dit long sur le virage de la politique américaine : « Nous pleurons le deuil des milliers de Tutsis, de Hutus, de Twas et d'autres dont la vie a été perdue au cours de 100 jours de violence indicible ». Réaction affligée de Kagame : « Quand il s'agit du jour de la commémoration, qui est le 7 avril, auriez-vous la gentillesse de commémorer

avec nous et de vous arrêter là ? Il y a 365 jours dans une année. Donnez-nous ce 7 avril, commémorez avec nous et, ensuite, vous pourrez passer les 364 jours restant à nous blâmer pour tout ce que vous n'aimez pas chez nous ». À la question d'un journaliste, Kagame révèle qu'il croyait avoir conclu, il y a dix ans, un accord avec les autorités américaines pour qu'elles ne critiquent pas l'anniversaire du génocide. Les choses ne sont donc plus désormais les mêmes ! Certes, Kagame est et reste sur papier un allié des États-Unis. Certes, Kagame a sur papier des relations amicales avec nombre de dirigeants occidentaux.

Reste que Kagame et son régime subissent désormais une pression qu'ils n'avaient jamais subie à ce jour suite à une implication militaire documentée dans les Kivu du puissant voisin économique, le Congo.

Entre le Rwanda et le Congo, le choix est clair. On le sait, « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ».

Quand les médias s'en mêlent avec le dossier planétaire « Rwanda Classified » qui a surpris Kigali, qui a activé ses réseaux étrangers avec une tribune riposte « « Rwanda Classified », une faille journalistique ? » Reste que l'enquête « Rwanda Classified », au cœur de l'engrenage répressif du régime de Paul Kagame » menée par un consortium de 17 médias de onze pays dans le monde, a fait mouche, a interpellé les consciences.

Que veut Kagame dont le pays n'a rien dans ses mains ? Quelles ambitions folles, démesurées nourrit-il ? Peut-il exister en continuant de tromper et de travailler pour d'autres ? Et, si face au Rwanda, le Congo avait besoin d'autres armes pour lever la mise ?

KKMTRY ■

Face à la guerre que faire ?

Le conflit qui étreint l'Est du pays a pris une nouvelle tournure le week-end dernier. Trois villes du Nord-Kivu ont été prises par les rebelles de la coalition M23-AFC appuyés par l'armée rwandaise. Ces rebelles ne se contenteraient plus de ces cités, dont d'autres concentrées de minerais stratégiques, telle la cité minière de Rubaya d'où est extrait 50% du coltan produit au Congo. Selon plusieurs sources documentées, l'armée ougandaise a joué un rôle clé dans ces dernières opérations militaires. Des vidéos ont montré une succession de véhicules militaires ougandais - une vingtaine au total - pénétrant sans aucune obstruction à Kanyabayonga, venus en ravitaillement aux forces d'agression.

Trois pays voisins de l'Est sont donc désormais clairement identifiés et coalisés dans la guerre aux côtés des rebelles du M23-AFC. Il s'agit du Rwanda, de l'Ouganda, du Kenya. Le président du Kenya, William Ruto qui fait face à une violente contestation populaire dans son pays, a eu droit le 23 mai 2024 à Washington, à la Maison Blanche, à un tapis rouge, accueilli, lui et son épouse, par le président américain Joe Biden et son épouse, Jill Biden, née Jill Tracy Jacobs. Il y effectuait une visite d'État de trois jours, la première à Washington, à la Maison Blanche, d'un président africain, depuis 2008, année qui avait marqué la visite du Ghanéen John Kufuor. Si la guerre du Kivu n'a pas officiellement été mentionnée dans les échanges entre Joe Biden et William



Des camions militaires ougandais de ravitaillement montrés sur des vidéos à Kanyabayonga. DR.

Ruto, il serait étonnant que la question n'ait pas été abordée, que William Ruto, qui se sent la vocation de se faire reconnaître comme le leader du Continent africain, depuis l'envoi de ses policiers à Haïti, n'ait donné son avis d'autant que la sécurité dans la sous-région était au menu de ces entretiens. La présence de la police du Kenya fait partie d'un programme multinational de lutte contre les gangs et de rétablissement de l'ordre dans la nation caribéenne.

JAMAIS CELA N'AVAIT ÉTÉ ÇA.

« Le Kenya a de solides références en matière de rétablissement de la paix et de résolution des conflits à l'échelle mondiale. La présence de nos policiers en Haïti soulagera les hommes, les femmes et les enfants dont la vie a été brisée par la violence des gangs », s'était vanté Ruto, lors d'une réunion d'information préparatoire au déploiement tenue au Collège de formation de la police administrative à Embakasi. Ajoutant : « Nous travaillerons avec la communauté internationale pour apporter une stabilité durable en Haïti ». L'homme qui, à la veille de son élection, le 13 septembre 2022, comme président du Kenya, après avoir été vice-président comme colistier de l'ancien

président Uhuru Kenyatta, de 2013 à 2022, était connu pour son total mépris du Congo. À plusieurs reprises, dans ses meetings de campagne, il avait comparé le Congo à un « pays dont le peuple ne savait que boire, chanter et danser ».

Le 22 mai, à la veille de sa rencontre avec Joe Biden, il s'était exprimé sur la guerre au Congo. Le président kényan, allant à l'encontre de tous les rapports des experts des Nations Unies confirmés par les services américains, ce qui avait entre autres conduit aux déclarations publiques du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, qui avait cité nommément les troupes rwandaises se battant aux côtés du M23-AFC, sur le sol congolais, avait publiquement nié toute idée d'une guerre menée par le Rwanda au Congo en prenant position pour le régime rwandais.

« En quoi le M23 est-il le problème de Kagame ? C'est un problème congolais. En tant que chefs d'État, lors d'une réunion, nous avons demandé : « le M23, les membres de ce groupe, sont-ils des Rwandais ou des Congolais ? » Et la RDC nous a dit : « Ce sont des Congolais ». Point barre ! Comment est-ce que cela devient un problème du Rwanda ? » Lors de cette interview, réalisée et diffusée par Jeune

Afrique et The Africa Report, dans le cadre de l'événement Africa CEO Forum 2024, qu'organise le magazine transafricain basé à Paris, William Ruto se trouvait aux côtés des présidents rwandais Paul Kagame et mozambicain Filipe Nyusi. Outre cela, deux géants mondiaux américains de l'électronique, Google et Microsoft, sont en pointe à Nairobi, ville considérée comme le centre technologique sous le nom de Silicon Savannah. L'exploitation des « minerais de sang » par la coalition M23-AFC et par le Rwanda dénoncée par le Congo qui a initié une action judiciaire à l'international, serait-elle étrangère à ces prises de position kényannes ? Pour avoir été le premier président africain à avoir eu les honneurs d'une visite d'État à la Maison Blanche depuis 2008, qui a envoyé sa police en Haïti faite d'unités spécialisées telles l'Unité de Déploiement Rapide, RDU et l'Unité des Services Généraux, GSU, qui dirige la mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti et combat pour ce pays situé sur le continent américain, à des milliers de kilomètres du Kenya, mais sous financement américain, comment en effet ignorer que William Ruto cherche à se faire reconnaître en Occident comme le seul leader africain interlocuteur du reste du monde ?

Aux déclarations de Ruto, il faut ajouter celles récentes du président rwandais en campagne pour sa réélection qui a déclaré sur France 24, la chaîne d'information en continu, que son pays « est prêt à faire la guerre au Congo. Nous n'avons peur de rien... » L'ancien chef d'État major rwandais en charge de l'armée de terre, le Lieutenant général Mubarak Muganga, promu en juin 2023, Chef d'État major général des Forces Rwandaises de Défense, RDF, Mubarak Muganga, en a ajouté une couche, non des moindres : « J'ai été nommé par SE le Président Paul Kagame rien que pour faire la guerre. Mais cette guerre, on ne va pas la faire ici au Rwanda, nous irons la faire en RDC. Qu'on ne cache plus rien. Car s'il n'y a pas guerre, je serai au chômage. Les bombes, nous n'allons pas les poser sur notre propre sol. Nous allons les poser sur le sol de la RDC. J'ai entendu trop de gros mots. Ils croient que s'ils sont gros obèses, c'est ça la force. Notre objectif est de détruire la RDC avant la fin de cette année 2024. Nous avons attendu que son général Tshiwewe attaque le Rwanda. Jusqu'à présent, rien. C'est nous qui devons attaquer en premier. Et quand nous allons attaquer, ce n'est pas à un seul endroit car le pays est 89 fois plus que le Rwanda. Nous allons

les tuer 89 fois. Bunagana, Masisi, Rutshuru et autres nous appartiennent pour toujours. Mais nous irons plus loin que ça. Les mots ne blessent pas. Mais les actions fortes sur le terrain vont amener ce pays à comprendre la force du Rwanda ».

COMMENT ? DIALOGUER ?

Entre le Congo et le Rwanda, jamais, depuis l'Afdl, le conflit n'avait atteint un tel niveau d'hostilité. Que peut faire notre pays face à cette guerre ? Selon nos informations, des élus du Nord-Kivu auraient résolu de pousser au dialogue avec les rebelles M23-AFC. Ce serait la seule façon pour eux de mettre fin à ce conflit. Si dans un conflit, un accord est toujours souhaitable, la question est de savoir quand y aller et comment y aller. Lorsqu'il y a un conflit, on ne va pas au dialogue en position de faiblesse sauf si aucune issue n'existe. On y va en position de force afin de parler face à face mais certes l'option est du domaine des seuls militaires au front et en mesure d'évaluer les capacités en présence. C'est eux et eux seuls qui sont en mesure d'indiquer à un moment, aux politiques, quelle issue suivre. Mais la décision finale revient aux politiques et aux politiques seuls. Dans son discours le 30 juin 2024 à

l'occasion de la fête de l'indépendance, le président de la République a eu ces mots : « Ce qui se passe à Kanyabayonga, à Kayini, aux villages du Sud de Lubero ainsi que dans les territoires de Rutshuru, de Nyirangongo et de Masisi, constitue une agression flagrante contre notre souveraineté nationale et la paix de notre peuple. (...) Soyez assurés que je mets tout en œuvre pour rétablir la sécurité et protéger tous nos concitoyens ». Le même 30 juin, lors d'un Conseil Supérieur de la Défense qu'il a présidé en toute urgence, le Président a annoncé des mesures pour récupérer « rapidement » des localités occupées par les forces rwandaises. « Après plus de 3 heures de discussions, un tour d'horizon avec les différentes autorités militaires, des perspectives des mesures ont été proposées au Président de la République pour que les Forces armées de la RDC puissent très rapidement remettre de l'ordre dans cette partie du pays et reprendre certaines autres localités qui ont été occupées par les forces rwandaises », a déclaré le porte-parole du Gouvernement, Patrick Muyaya Katembwe. Il est minuit. Il est urgent que la réponse vienne. La cité de Kanyabayonga n'est séparée de la troisième ville du pays, Kisangani, que de 830 kms. Kisangani est le fief sociologique du chef de cette rébellion, Corneille Nangaa Yobeluo qui, lors de la journée de l'indépendance, a prononcé un discours virulent répétant les mêmes récriminations, appelant les Congolais à rejoindre son combat, se donnant une stature de vainqueur. Nul doute, la dynamique de cette guerre a changé. L'urgence d'une stratégie en vue d'une réponse adéquate s'impose. Il y va de notre pays.

T. MATOTU ■

Cette énième guerre contre l'IGF

Qui ne pouvait s'attendre à ce qui arrive à l'Inspection Générale des Finances ?

Tout dans la vie est dans la forme, rien ne tient sans la forme. «Ce qui est sans forme est sans couleur». «La forme, c'est le fond qui remonte à la surface», écrit un ancêtre.

Sur la nouvelle guerre - une énième - lancée contre l'Inspection Générale des Finances, IGF, l'article 4 du décret n°034-B/2003 du 18 mars 2003 modifiant et complétant l'Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'Inspection Générale des Finances, est comme l'eau de roche, clair : « L'Inspection Générale des Finances est placée sous l'autorité directe du Président de la République ». Certes, de 2003 à 2009, cette Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 a été modifiée et complétée tant de fois par des ordonnances ou des décrets faisant faire des navettes entre le Palais de la Nation et l'immeuble de béton et d'acier du boulevard du 30-Juin, à ce service de l'État quant à son attachement hiérarchique.

Aux termes du Décret 034-b/2003 du 18/03/2003, l'Inspection Générale des Finances placée sous la tutelle directe du Président de la République, l'autorisation préalable du Ministre des Finances, pour les missions de contre-vérification fiscale, supprimée. Mais le Décret 04/018 du 19 février 2004 modifiant et complétant l'Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'Inspection Générale



Sur son compte X @ALINGETEJULES_K (ex-Twitter), il écrit le 18 mars 2022 : «Je suis dans la joie quand les prédateurs et leurs lieutenants sont en débandade et en insomnie». DR.

rale des Finances, telle que modifiée et complétée à ce jour, replace l'Inspection Générale des Finances sous la tutelle du Ministre des Finances et, par ricochet, l'autorisation expresse du Ministre des Finances, pour la contre-vérification fiscale, rétablie. En 2009, l'Ordonnance n°09/097 du 08 décembre 2009 modifiant et complé-

tant l'Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'Inspection Générale des Finances, telle que modifiée et complétée à ce jour, rattache, une fois encore, l'Inspection Générale des Finances directement à l'autorité du Président de la République. L'autorisation du Ministre des Finances, pour des missions de contre-

vérification fiscale se voit supprimée.

DE L'AUTORITÉ DU PRÉSIDENT SEUL.

En 2024, ce grand service de l'État relève donc de l'autorité directe non de la Présidence de la République, mais, aux termes de l'Ordonnance n°09/097 du 08 décembre 2009, du Président de la République.

Quant aux inspecteurs des Finances, ils disposent, selon le législateur, soucieux du meilleur accomplissement de leurs fonctions, d'un statut judiciaire particulier et cela aux termes de l'Ordonnance-Loi n°91-005 du 06 mars 1991 relative au Statut Judiciaire des Inspecteurs des Finances. «Les inspecteurs des Finances ne peuvent être pour-

suivis dans le cadre de leurs fonctions qu'après autorisation du Président de la République ». La question qui se pose est de savoir comment un service dépendant directement de l'autorité du Président de la République et, sans l'autorisation préalable de celui-ci, peut être invité par la Cour des Comptes, une institution qui, par ailleurs,

ne fait pas partie de l'ordre judiciaire ? La question aurait été posée à cet organe situé « à équidistance du Parlement et du Gouvernement » (...), qui « exerce un contrôle financier, un contrôle de légalité et un contrôle du bon emploi des deniers publics ». Il se serait agi de savoir quelles dispositions légales qui auraient fondé une action de la Cour des Comptes à l'encontre de l'IGF. La réponse n'avait pu être fournie. Sur le fond. Inspecteur Général des Finances-Chef de service, Jules Alingete Key reçoit à Kinshasa une lettre de demande de consultance. Le courrier daté du 31 octobre 2023 (réf. 9461/DG/23), vient de la Gécamines-SA, basée à Lubumbashi, dans la province du Haut Katanga. Il est signé par son Directeur Général, Placide Nkala Basadilua avec ampliation à Kinshasa au Président du Conseil d'Administration de la Gécamines-SA. Une lettre officielle. L'objet complet du courrier : « Consultance de l'Inspection Générale des Finances en vue du renforcement des procédures financières, budgétaires et fonctionnement effectif de la Cellule de passation de marchés publics et appui à l'Audit interne ». Le Directeur Général de la Gécamines-SA spécifie dans son courrier : « J'ai l'honneur de solliciter un contrat de Consultance avec l'Inspection Générale des Finances dans le cadre de la campagne que je vais lancer à partir du 1er octobre 2023, en vue du renforcement des procé-

(Suite en page 8).

Nulle entente sous la table n'apparaît nulle part

(Suite de la page 7).

dures budgétaires et financières, de l'efficacité du fonctionnement de la Cellule de passation de marchés publics et de la redynamisation de l'Audit interne ». Il poursuit : « En effet, la mission de l'Inspection Générale des Finances a relevé, après bientôt trois années d'encadrement de la gestion de la Gécamines SA, les faiblesses dans l'implémentation de la loi sur les marchés publics et dans les procédures financières, budgétaires et l'inefficacité des dispositifs de contrôle interne notamment dans les sites de production et usines ». Puis : « Aussi serait-il impérieux de convertir l'Équipe d'encadrement de l'Inspection Générale des Finances actuellement à la Gécamines en une équipe de consultance, qui devra travailler avec mes services, afin de réactiver les procédures existantes dans les domaines financier, budgétaire et de contrôle interne. L'Équipe de Consultants pourra également apporter son expertise pour le fonctionnement effectif de la Cellule interne de passation de marchés publics et le renforcement de l'Audit internes ».

Enfin : « À cet effet, je sollicite de la part de votre Autorité un nouvel ordre de mission afin de mettre ces quatre Consultants à ma disposition pour une période de trois mois renouvelable, aux frais de la Gécamines SA ». Une semaine plus tard, le 7 novembre 2023, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, Jules Alingete Key, pose sa signature au bas d'un ordre de mission, n°0335/PR/IGF/IG-CS/JAK/BAU/2023. On y lit : « Subsidièrement à l'Ordre de mission n°345/PR/IGF/IG-CS/JAK/BEP/2023 du 3 octobre 2023, l'Inspecteur Général des Finances Lutete Mvuemba, Chef de mission ainsi que les Inspecteurs des Finances Bambi Mpumbu, Kavuma Kadima, Mbuyi Cikunga et Mabela



Ci-haut, le mini gratte-ciel géant d'une dizaine d'étages que vient d'ériger, sur l'avenue du Haut Commandement, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, Jules Alingete Key (ci-bas). DR.

Mbala sont chargés d'une mission de consultance auprès de la Générale des Carrières et des Mines, Gécamines, dans les Provinces du Haut Katanga et du Lualaba ».

TOUT EST OFFICIEL. TOUT EST PUBLIC.

L'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service précise l'objet de cette mission qu'il crée : « Procéder, de concert avec les services internes de la Gécamines, à l'implémentation des procédures budgétaires, financières, de contrôle interne et celles relatives aux marchés publics, en particulier ; renforcer les procédures budgétaires, financières, de contrôle interne existantes au sein de la Gécamines ; redynamiser les mécanismes de contrôle interne dans les sites de production et usines de la Gécamines ; contribuer à l'implémentation de la loi relative aux marchés publics ; procéder au renforcement des capacités du personnel de la Gécamines en matière de gestion des procédures bud-

gétaires, financières, de contrôle interne et de passation des marchés publics (...). Durée de la mission: 90 (quatre-vingt dix) jours. Frais de mission : À charge de la Générale des Carrières et des Mines Gécamines ».

S'ensuit, huit mois plus tard, une note des frais de l'Inspection Générale des Finances, signée par l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, Jules Alingete Key. Elle est datée du 1er décembre 2023.

Il y est écrit : « En exécution de mon ordre de mission n°0339/PR/IGF/IG-CS/JAK/BAU/2023 du 07 novembre 2023, signé à la demande la Direction Générale de la Générale des Carrières et des Mines, Gécamines SA, par sa lettre n°9461/DG/23 du 31 octobre 2023, j'ai l'avantage de vous transmettre la Note des Frais et honoraires des prestations de la mission de consultance de l'Inspection Générale des Finances. Cette note de frais est fonction du niveau de qualification requise par la nature

et la complexité des travaux effectués et du temps passé par l'équipe d'Inspecteurs des Finances. Nos frais et honoraires d'experts pour le mois de novembre 2023 s'élèvent à cent cinquante mille (150.000,00) dollars US hors taxes. Ce montant repose sur des conditions de déroulement normal de nos travaux et sur l'assistance active de vos services. À payer au compte de l'Inspection Générale des Finances auprès de la banque Equity BCDC SA n°00018-00023000-49651200-78 USD ». Dans ce dossier dont Le Soft International a pris connaissance de quelques pièces, on trouve un « Rapport de consultance de l'Inspection Générale des Finances auprès de la Gécamines SA, deuxième étape ».

Ce rapport de 100 pages daté du 5 mars 2024, est signé par l'équipe de consultants à la Gécamines SA : Kunga Nkinki, Inspecteur des Finances, Kavuma Kadima, Inspecteur des Finances, Sauli Wikakubyage, Inspecteur des Finances,

Lutete Mvuemba, Inspecteur Général des Finances, Chef de mission.

Dans ce rapport qui porte sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les sites de production et usines de la Gécamines SA, on lit notamment sept recommandations. Sur le renforcement de la documentation de travail nécessaire à l'enregistrement des mouvements des minerais sur le site dit « rampe d'alimentation » de l'usine de concentration HMS de la mine de Kamfundwa ; sur l'élaboration d'une carte d'accès (badge) dont doivent se munir toutes les personnes autorisées à accéder aux sites de production de la Gécamines ; sur la mise par écrit des manuels de procédures pour tous les sites de production et usines ; sur l'élaboration d'un rapport relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ; sur l'accélération, avec le concours de la DSI, de l'informatisation en cours du circuit de production de la Gécamines. Puis, deux recommandations à la

Direction Commerciale, à la Direction du Recouvrement, à la Direction de la comptabilité qui leur demandent de « tenir les comptes des TAF pour saisir directement les factures à recouvrer ainsi que les paiements reçus ». Une recommandation est adressée « à tous les services concernés ». Elle veut que ces services mettent « en application toutes les recommandations des rapports de la visite du 30 au 31 août 2023 (annexe I) et de la première étape de la mission de consultance (annexe II) non encore appliquées à ce jour ».

Que dire à ce stade ? Tout est officiel. Tout est public. Nulle entente sous la table n'apparaît nulle part, en l'espèce, entre l'IGF et la Gécamines SA. Un besoin d'urgence qualifié par la Gécamines SA elle-même, d'« impérieux », c'est-à-dire de vital, a été exprimé auprès de l'IGF. Il s'agit de poursuivre une mission - de contrôle ou d'encadrement - qui se transformerait, pour le besoin vital, existentiel, de la

société demande-resse, en une mission de consultance, de renforcement des capacités. Une mission qui va assurer une formation en audit et passation de marchés mais, cette fois, aux frais de la Gécamines. L'IGF-CS répond positivement « après avis de la tutelle », signe un ordre de mission. L'équipe des inspecteurs assure la formation et produit deux rapports officiels. Selon les termes convenus, l'IGF introduit une note de frais remise en plein jour à la Gécamines SA ; frais à payer au compte officiel de fonctionnement de l'IGF. Quitte à l'IGF de rétribuer elle-même ses inspecteurs.

Ces frais payés par la Gécamines SA sont-ils des frais indus que l'IGF n'aurait jamais acceptés ? Cette formation dispensée aux agents de la Gécamines par une mission des inspecteurs des Finances devrait-elle être prise en compte par l'IGF ? Sur quelle ligne budgétaire, l'IGF aurait-elle dû porter ces frais ?

Cette ligne budgétaire existe-t-elle à l'IGF ? L'IGF n'aurait jamais dû accepter de dispenser cette formation ? Des questions fusent !

Au fond, c'est quoi l'IGF formule Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ? Quelles sont ses forces ? Quelles sont ses faiblesses ? Ses dirigeants nourrissent-ils des ambitions ? Sont-ils des robots ou des humains ? Les opérations de l'IGF - les brigades financières - ont-elles fait du résultat ? Ont-elles détruit des vies par leurs rapports ? Plus précisément, ces rapports ont-ils fait incarcérer du gros gabarit ? Ces gros gabarits (ministres, D-G, Hauts fonctionnaires, etc.) dont des vies ont été détruites ou qui ont été humiliés, se seraient-ils coalisés pour constituer une force et plonger à leur tour dans des dossiers IGF qui peut ne pas avoir des dossiers ? Avec pertinence, on dit qui a les mains propres n'a pas de

(Suite en page 9).

Alingete Key c'est Antonio Di Pietro de la Mani pulite

(Suite de la page 8). mains... L'affaire Gécamines est une énième guerre déclenchée contre l'IGF et son patron, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service sauf que cette guerre est une vraie tambouille. Qui ne pouvait s'attendre à ce qui arrive aujourd'hui à l'IGF-CS ?

ŒUVRONS À RELEVER LE DÉBAT.

Dans le passé, il y a eu plus grave : la contestation de la nationalité congolaise du Super flic. Cela fit écrire au Soft International un texte publié en Une: « C'était si troublant qu'au-delà de 23:00' cette nuit-là, impossible de fermer l'œil. Je me décide à passer des appels. Le premier à une dame proche du Cardinal

Laurent Monsengwo. J'apprends qu'elle est installée désormais dans le Mai-Ndombe où elle est ministre. Je la félicite sans en faire plus. Il y a urgence ! Je passe un deuxième appel cette fois à un frère du Cardinal. Il me répond de Brazzaville et au lit. Il promet de m'appeler le lendemain. J'explique l'urgence de mon appel. Un troisième appel est fait à un camarade originaire de Kutu vivant au Canada. J'apprends qu'il est de passage à Kinshasa. Trois appels en moins d'une demi-heure. Une même réponse... Ces trois personnes ne se sont nullement concertées. Personne ne pouvait s'attendre à ce que je l'appelle sur ce sujet. Personne n'a biaisé, ni hésité une seconde à me répondre. Pas un doute

possible. Je connais Jules Alingete Key marié à une Kwan-golaise. Mi-juillet 2021, en apprenant l'état de santé de son frère Monsengwo qui déclinait, il s'est rendu en France, à Port-Marly dans les Yvelines. Avec le Sénateur honoraire François Kaniki, le Dr Jean-Marie Molasoko et le reste de la famille, il est dans le jet qui ramène le corps au pays. Jules est Sakata de Bende-la, territoire de Kutu; la mère de Jules est Sakata de Mushie, territoire de Mushie, localité séparée de la ville de Bandundu par une rivière. Jules est fils d'un Moju (Grand Chef). Il appartient à la famille royale. Beaucoup de ses frères portent le nom de Monshemvula. Le Super flic des Finances Publiques congolaises est

Kinois, un vrai. Originnaire à 100% du Grand Bandundu. La politique permet tout ; la politique ne permet pas tout. Au Congo, œuvrons à relever le débat » (Le Soft International n°1579 | lundi 3 avril 2023). Récemment l'ambition lui fut prêtée de chercher à entrer au Gouvernement. Sur cette question, Le Soft International apporte sa part. Lors d'une rencontre à l'étranger alors que les tractations en vue de la formation du gouvernement étaient engagées, Jules Alingete Key assure au journal qu'il n'est en aucune façon question qu'il fasse partie du Gouvernement. D'abord, parce qu'il n'en avait aucune envie et, ensuite, sur le fond, si, par accident, il s'y trouvait, son espé-

rance de vie dans ce gouvernement ne dépasserait pas deux mois car il serait très vite humilié par une interpellation de ces députés qui, hier, ont été ministres ou D-G et à qui il avait fait avaler des vertes et des pas mûres. De conclure : « Bientôt, je prends ma retraite. Le rêve que je nourris est m'en aller en laissant l'IGF entre de bonnes mains ». Comment comprendre ces guerres qui sont menées sans répit contre l'IGF et son IGF-CS ? Dès la découverte de cet homme et de son action, Le Soft International qui fit paraître les premiers textes sur ce super flic alors inconnu du public avait anticipé: «Maintenant que le couvercle de la marmite commence peu à peu à

être enlevée (...) dans ces scandales d'une décennie congolaise faillie alors qu'ils mobilisent la planète contre l'Inspection Générale des Finances, les voilà qui cherchent à traumatiser son Inspecteur Général-Chef de Service Jules Alingete Key - un vrai Antonio Di Pietro de la Mani pulite - en voulant l'abattre quand le travail qui est fait est un travail de salut public » (Le Soft International n°1527 | lundi 24 mai 2021). Heureusement qu'un corps de garde de GR mis à sa disposition par le Chef de l'État ceinture et sécurise cet homme. Sur les médias dans le monde aujourd'hui: «Il faut mettre en exergue l'échec patent des pouvoirs publics dans la construction des médias profes-

sionnels de responsabilité. En encourageant dans le chaos la création des médias sans financement, sans publicité commerciale, sans régime d'aide à la presse, en faisant vivre les médias par le mode de financement politique conduisant à ce que rien ne peut être diffusé sans que cela n'ait été payé au préalable, nos systèmes ont construit l'irresponsabilité et le harcèlement. Un journaliste donne une information en répondant aux 5 ou 7 questions de Lasswell. Il ne saurait chercher du résultat à tout prix pour son information sauf à passer pour un harceleur public, ce qui s'appelle un influenceur» (Le Soft International, n°1613 | mercredi 3 juillr 2024).

T. MATOTU ■

Le verbatim anti-corruption

Il a un verbatim qui fout la trouille. Disposant d'une « compétence générale et supérieure en matière d'audit et de contrôle des finances et des biens publics » (art. 2, de l'Ordonnance n°20/137-b du 24 septembre 2020 modifiant et complétant l'Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'IGF), l'Inspection Générale des Finances, « en tant que Service d'Audit Supérieur du Pouvoir exécutif, peut procéder à toute mission de contre-vérification de toutes les situations douanières, fiscales, non-fiscales ou parafiscales auprès de tout assujéti ou redevable, personne publique ou privée, ayant ou non bénéficié d'un quelconque concours financier des pouvoirs publics » (art. 2 bis, de l'Ordonnance n°20/137-b du 24

septembre 2020 modifiant et complétant l'Ordonnance n°87-323 du 15 septembre 1987 portant création de l'IGF). Nommé le 30 juin 2019 Inspecteur Général des Finances-Chef de Service, Jules Alingete Key prend ses fonctions, sept jours plus tard, le 7 juillet 2019. Après deux années passées à la tête de ce grand service de l'État rattaché directement à l'autorité du Président de la République, l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service accumule des invitations. L'extérieur cherche à comprendre le nouveau paradigme financier congolais. Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo est le premier à se rendre compte que l'Inspection Générale des Finances, avec Jules Alingete Key, avait changé du tout au tout. Il ne se passe pas une semaine sans que Jules Alingete

Key ne soit reçu en consultation à la Cité de l'Union Africaine. Il arrive que l'Inspecteur Général des Finances-Chef de Service soit convié à des réunions inter-ministérielles voire à celles du Conseil des ministres. «L'Inspection générale des Finances a réussi à instaurer la peur du gendarme et a permis à ce que le Congo soit en mesure de reconquérir sa crédibilité sur la scène internationale, passant de la zone rouge à la zone orange en matière de corruption et d'incivisme fiscal», se réjouit le Patron de l'IGF.

IL DIT AVOIR FAIT SA PART.

Certes, ce service, ces dernières années, a abattu un travail dont les résultats dans la lutte contre la corruption et l'encadrement des fonds sont plus que tangibles. Sauf que le pays attend les retombées concrètes de cette lutte. Si l'opération anti-corruption est

bien menée et la bonne gouvernance de rigueur avec comme résultat notamment le budget de l'État passé ces cinq dernières années, de 3,5 milliards de \$US à 12 milliards de \$US, les Congolais demandent à voir clair dans les opérations de récupération des fonds des deniers publics détournés. Réponse de Jules Alingete Key : «Nous, IGF, on a fait notre part. À la justice, que nous ne sommes pas, de faire la sienne ». Lors d'une rencontre en Belgique, le 25 octobre 2023, avec des dizaines de Congolais de Belgique, de France et d'Allemagne, Jules Alingete conseille la mise en place d'un parquet financier. Le patron de l'IGF s'y trouvait dans le cadre d'une mission officielle quand il ouvre une nouvelle fenêtre d'espoir, explique que les Congolais «peuvent changer le Congo en dix ans (...) Hier, le budget de l'État

congolais qui n'était que de 5 milliards de \$US, le pays consacrait 1 milliard de \$US sur cette somme pour les dépenses d'investissement. Sur ce milliard de \$US, plus de 900 millions étaient détournés. Il ne restait que 100 millions pour les investissements dans vingt-six provinces. Impossible d'assurer le développement du pays dans ces conditions ». Il n'empêche ! Malgré cette nouvelle image, le Congo reste classé parmi les pays les plus corrompus de la planète, selon le classement de Transparency international. Lors de sa prise des fonctions, le président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo fait de la lutte contre la corruption, l'une des priorités de son mandat. Au cours de son premier mandat, plusieurs de ses collaborateurs et des hauts cadres de l'administration sont arrêtés, jugés, condamnés. Mais les résultats

manquent toujours à l'appel. Réponse de Alingete : «Nous sommes des auxiliaires de justice. Nous faisons notre part. Nous établissons les responsabilités dans la mégestion, le détournement, etc., et mettons la justice devant ses responsabilités ». Lorsqu'on demande s'il est déçu des suites que réserve la justice aux enquêtes de l'IGF, réponse de la même veine. «Nous sommes satisfaits d'avoir relevé les faits d'une manière juste. Nos rapports ne sont pas secrets. Nous les communiquons toujours. La sanction d'une faute, ce n'est pas seulement la justice. La sanction de l'Histoire est beaucoup plus sévère que celle de la justice » (Le Soft International n°1497 | lundi 31 août 2020). «Il nous faut, plus que jamais et, petit à petit, commencer à réaliser les rêves des Pères fondateurs de ce grand service de l'État en le réhabilitant. L'IGF ne sera plus jamais

un simple spectateur dans un environnement d'inversion des valeurs où la mégestion avait tendance à s'ériger en vertu. Partout où les finances publiques crient au secours, l'IGF va aller avec fermeté et détermination afin d'aider le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à mobiliser les recettes de l'État pour la reconstruction du pays ». Dans l'affaire Bukanga Lonzo où au moins 200 millions de \$US se sont volatilisés et sans toujours de suite à ce jour, Jules Alingete Key, compare les détournements des fonds publics à « des pickpockets, des voleurs à la tire qui détournent les sacs des mamans au marché. Ils n'avouent jamais rien ; ils trouvent tous les moyens de défense, accusent même ceux qui les ont pris la main dans le sac » (Le Soft International n°1537 | lundi 25 octobre 2021).

Est-il possible d'être au cœur de la dénonciation de la fraude électorale et tenter de se déshonorer

Lire article de la page 8 à la page 13.



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1600 | LUNDI 8 JANVIER 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Alingete marque le mandat



On a beau tourner et retourner dans tous les sens les pages du premier mandat qui tire à sa fin du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, un homme, un service de l'État vous retient le souffle. Qu'on l'aime ou qu'on le déteste, peu importe. L'homme c'est Jules Alingete Key ; le service de l'État c'est l'IGF, l'Inspection Générale des Finances.
Lire pages 2 à 6.

L'article prémonitoire qui le porta au pinacle

par T. Matotu | Uniquement Le Soft International n°1497 | lundi 31 août 2020.

Il fout la trouille à l'annonce de sa venue, sème panique et terreur chez les argentiers de la République après le passage de ses forces spéciales. Celui qui a fait Sciences Éco n'affiche aucun complexe quand il parle finances publiques. Dès mars, peu après le retour du Président de la République d'une tournée des voisins où il écoute et entend, Jules Alingete Key est reçu à la Cité de l'UA, convainc certainement le Chef de l'État qui le coopte et qu'il reçoit celui qui dispose des forces spéciales, au moins une fois la semaine, pour s'enquérir des avancées dans la traque et la filature des chemins du coulage et de pillage des richesses du pays. Qui est cet homme? Uniquement Le Soft International, nulle part ailleurs.

Il a eu 57 ans le 25 juin. Condisciple à l'Unikin en Sciences Éco de l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon qu'il connaît, avec lui, plusieurs autres membres des Gouvernements actuel et passés, Jules Alingete Key né à Kinshasa, commune de Barumbu, s'est distingué partout où il est passé, connaît la ville Capitale et maints des services de l'État où il a travaillé comme le fond de sa poche même si, volontiers, il botte en touche sur certains autres dont cet auxiliaire de la justice regrette le passage promettant d'en dire plus un jour. Son modèle - sa référence - c'est un homme des années Mobutu, l'immense Kazumba, né Léon Kazumba-Luaula, originaire de l'actuel Kasai Occidental, qui



Mars 2019, un message limpide lui est transmis par le Président de la République en train de prendre ses fonctions. DR.

a laissé ses marques à un service resté depuis les années Mobutu intact comme si ce corps de l'élite financière de l'État, avait été laissé à l'abandon afin qu'il n'ose pas empêcher de faire tourner en rond le pays. Comme Kazumba, Jules Alingete Key s'emploie à marquer son territoire.

Trois dossiers sont d'ores et déjà remplis: fonds Covid-19. Sur 6 millions de \$US mobilisés par le Gouvernement, 2 millions de \$US manquent à l'appel. Soit 30% du financement total qui ont pris une destination inconnue.

Deuxième dossier : les exonérations. Si ce dossier doit encore livrer tous ses secrets, Jules Alingete Key y voit «un mode savamment imaginé de détournement des dépenses publiques», mis en place par les autorités gouvernementales.

Au total, plus de 1.500 cas d'exonérations identifiés, un manque à gagner de plus de 2 milliards de \$US.

Troisième dossier: les compensations des recettes publiques via « des créances farfelues ». Cet originaire de la province de Maï-Ndombe jure : il ne restera jamais sans réaction face au système de pillage et de coulage des finances publiques mis en place par les hauts fonctionnaires. Un message gratuitement délivré : les prisons du Congo attendent du monde... Il rencontre le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo «au moins une fois par semaine».

«L'IGF QUE JADIS J'AI CONNUE ?»

Clair. Sans équivoque. L'homme qui voit le Président de la République, Chef de l'État, «au moins une fois par semaine» - cela suppose qu'il peut le rencontrer, échanger avec la plus haute autorité de la Nation bien plus qu'une fois, trois fois pourquoi pas, bien plus, tous les sept jours que Dieu fait - n'est pas le Congolais

lambda. Cet homme-là appartient sans nul doute à un cercle présidentiel très fermé, à la garde rapprochée du Président de la République, comme disent les médias, dans leurs jargons.

Il en est ainsi de l'Inspecteur Général des Finances de la République. Il en résulte que Jules Alingete Key est LE premier conseiller financier du Président de la République. Du coup, le premier Conseiller économique du Chef de l'État.

C'est LE lanceur d'alerte, LE Gendarme économique et financier du Président de la République... Sans aucun doute l'homme clé à un moment où, plus que jamais, l'économie - en clair les Finances de l'État - passe plus que jamais par ces temps de Covid-19 avant tout. Au cours d'un conseil des ministres réuni à Guizot, le baron Louis (1755-1837) prononce cette phrase : « faites nous de bonne politique, et je vous ferai les

bonnes finances ». Conseiller au Parlement de Paris sous l'Ancien Régime, administrateur du Trésor public sous l'Empire, ministre des Finances sous la Restauration qui lui doit son redressement financier, à 75 ans, le baron retrouve le même poste sous la Monarchie de Juillet.

Il redresse les finances publiques, réforme le ministère des Finances, place à la tête de la Banque de France le banquier Laffitte, autre honnête homme soucieux de « bonne politique » et de « bonnes finances ».

Aujourd'hui en 2020, le baron est appelé à revoir sa copie, opter ou privilégier pour cette autre phrase : «L'argent c'est le nerf de la guerre».

Les Finances c'est le nerf de la guerre. Le flux de trésorerie c'est le nerf de la guerre. On peut tout idéologiser: sans argent, on n'est rien. Sans argent, un pays n'est rien... Qui contrôle l'argent - qui contrôle le nerf

de la guerre - dispose du pouvoir ultime. Sous Mobutu, c'est Jean Nguz a Karl-i-Bond, ministre des Affaires étrangères qui savait tout dire, séduisait toutes ses convives dans tous les cercles diplomatiques, se lamente, laisse tout tomber, dresse un tragique constat : « Quand le Zaïre exportait plus de 450.000 tonnes de cuivre, le pays était respecté à l'étranger. Maintenant qu'il en produit moins de 50.000, qui le respecte encore au sein de la communauté internationale? Qui écoute la parole du Zaïre ? » C'est juste que le Gendarme Jules Alingete Key rencontre le Président de la République «aussi souvent que possible, chaque semaine, comme il déclare en fin de semaine au Soft International.

Il doit «faire rapport au Chef de l'État, «obtenir des orientations» de l'autorité suprême du pays afin de travailler. De travailler afin ramener au Compte général du Trésor public le

plus de ressources possible afin que le pays mène des bonnes politiques (relance économique, reconstruction des infrastructures économiques, sociales, eau, électricité, santé, etc.), que son image se redresse alors que le mandat de cinq ans, a, à deux ans déjà, été presque accompli...

Ce qui n'a pu l'être hier, ce qui ne peut l'être aujourd'hui, ne le sera certainement pas la veille de fin officielle de mandat. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo le sait... D'où le poids qu'il met sur cet homme, né à Kinshasa, dans la commune de Barumbu, âgé de 57 ans au 25 juin dernier, «connu pour être direct» - c'est, en l'espèce, un avantage -, qui fait trembler des pans entiers du secteur des finances publiques quand il passe pour en ramener le plus vers le Trésor public.

Cet homme nommé le 30 juin Inspecteur Général des Finances

(Suite en page 12).

Qui est Jules Alingete Key ?

(Suite de la page 11).

et Chef de Service, qui a pris ses fonctions le 7 juillet, qui, comme une machine à écrire, donne de mémoire et, à l'infini, une pluie des dates de sa vie (son diplôme d'état obtenu en 1983 avec 71%, son entrée à l'Université de Kinshasa en 1983, son départ de l'Université en 1988 avec sa licence en Économie, son recrutement l'année d'après le 7 janvier à l'Inspection Générale des Finances, sa cote à ce concours à l'IGF où il se classe en ordre utile - 6ème sur les 50 recrutés face à une foule de candidats -, promu inspecteur principal à l'IGF en 2010, inspecteur général à l'IGF dix ans plus tard en 2020, dispose d'un chapelet d'anecdotes à raconter sans fin...

Au mois de mars 2019, trois mois après l'investiture du Président de la République, l'homme qui a été tout à Kinshasa - à la ville de Kinshasa sous le gouverneur de la ville Théophile Mbemba Fundu di Luyindu comme coordonnateur de cabinet, avec Christophe Muzungu Kabemba aujourd'hui ambassadeur à Brazzaville, Commissaire aux Comptes à la Régideso, passé à la Primature sous deux Premiers ministres comme conseiller en charge du climat des affaires dont il se tait d'évoquer le second mandat, un des premiers directeurs à la DGRK, la Direction générale des recettes de Kinshasa, DirCaba au cabinet de la ministre de l'Économie Acacias Bandubola Mbongo - rencontre le nouveau Président de la République après qu'il a entamé une série de visites à l'étranger dans des pays voisins où il a écouté et peu parlé. Jules Alingete Key n'est alors pas le Chef de service de l'IGF qu'il est aujourd'hui. Le Président de la République qui le découvre, lui rappelle ses années de jeunesse, auprès de son père, sur la mythique rue les Pétunias, à Limete, cette avenue longue de moins de 500 m.

LES ENFANTS TSHILOMBO».

Quand un certain Kazumba, né Léon Kazumba-Luaua, ori-



Il dirige un «service d'audit supérieur du Gouvernement». DR.

ginaire de l'actuelle province du Kasai Occidental, alors tout puissant Inspecteur des Finances des années Mobutu, respecté sinon craint, venait rendre visite à son père Étienne Tshisekedi wa Mulumba au domicile familial, «à moi tout jeune, papa expliquait ce qu'était cet homme en réalité, l'importante charge qu'il occupait dans le pays, dans la bonne marche des Finances publiques».

«Je nourrissais un tel fantasme pour cet homme», ajoute le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo qui certainement a déjà jeté son dévolu sur ce brillant jeune, de taille moyenne, physiquement guère imposante quand il passe la rue, qui a fait ses études à Limete, à Saint-Raphaël, les a poursuivies à l'Institut commercial de Bikanga non loin de là, à Matete, dont les parents sont originaires de l'actuelle province de Mai-Ndombe, d'un village proche de la localité de la CKE, à Dima, sanctuaire de l'huile de palme, à la frontière de la province du Kwilu.

Le Chef de l'État interroge l'homme qu'il reçoit ce jour sur ce

que l'IGF de ses rêves d'enfance est devenue.

«Où est donc passé l'IGF que j'ai connue? Qu'avez-vous fait de ce grand service de l'État? Moi, je ne retrouve plus ce Grand Service que vantait mon père...»

Alingete ne dit pas la réponse qu'il donne au Chef de l'État. Quand il déclare au Soft International plus tard dans cette conversation libre que l'un de ses chantiers prioritaires - le tout premier plus précisément - consiste en la «réhabilitation de l'Inspection Générale des Finances comme organe de contrôle qui doit contribuer efficacement à la bonne gouvernance du pays», qu'il en fait désormais son «rêve de tous les jours» depuis qu'il a été nommé à la tête de ce service, il est clair que s'il botte en touche, on a compris que depuis les années Mobutu, l'IGF avait cessé d'être, était devenue introuvable, s'était mutée en vieille casserole... De préciser aussitôt - ce qui permet de mieux comprendre la tragédie que vit ce service et, du coup, celle des finances publiques du pays - tragédie

connue sous le nom que lui a donnée un Vice-Premier ministre en charge du Budget, le professeur Daniel Mukoko Samba, de la première équipe Matata, un jour lors d'un séminaire scientifique en la salle Congo du Grand Hôtel Kinshasa - «coulage des recettes publiques» - d'aucuns ont parlé de plus de 10 milliards de \$US perdus chaque année par les Finances publiques : «Si nous ne prenons pas garde aujourd'hui et maintenant, dans dix ans au plus tard, l'IGF n'existera plus». Ce service disparaîtra à coup sûr des radars... A-t-elle jamais existé, depuis la fin de Mobutu, dès lors que l'inspecteur des Finances le plus jeune est aujourd'hui âgé de 55 ans - autrement dit, est déjà à la retraite -, que les structures actuelles de l'Inspection Générale des Finances remontent à 1987, soit à trente-trois ans, sont, en 2020, en parfait déphasage avec les réalités de la gestion des Finances publiques? De là l'autre chantier de Jules Alingete Key : recruter une nouvelle génération des inspecteurs des Finances afin de

garantir l'existence et la poursuite des missions de ce Service, pièce maîtresse des finances publiques. Si sur papier, l'IGF a été créée pour fonctionner avec 200 inspecteurs des finances, le service n'en dispose que de 70, la majorité ayant choisi d'aller voir ailleurs ou est en détachement plus motivant.

L'urgence consiste à travailler pour faire ressusciter ce corps jadis de l'élite financière du pays, en lui redonnant ses lettres de noblesse d'antan. Mission reçue par Jules Alingete Key du Président de la République. De là son appel à candidatures lancé le 22 juillet 2020. Un concours de recrutement des jeunes inspecteurs des Finances...

Il s'agit de rajeunir ce Service, de renforcer ses «forces spéciales de l'IGF» comme il nomme ses brigades en charge d'œuvrer en faveur de la restauration de la bonne gouvernance attendue des gestionnaires des finances et biens publics. Le concours de recrutement de ces «forces spéciales» a eu lieu du 10 au 20 août 2020. Les dossiers attendus de ces candidats devraient comprendre, outre la lettre protocolaire de motivation et le curriculum vitae, un diplôme en photocopie, un relevé des notes obtenues à la dernière année de licence en Droit, Sciences économiques, commerciales, financières ou d'un diplôme équivalent répondant à la législation congolaise. Mais puisque le but ultime de Jules Alingete Key est de rajeunir le Service, de lui doter des nouvelles forces qui lui assurent un passage de flambeau, la condition pour que la candidature soit valable était l'âge du postulant au moment du dépôt de dossier, cet âge étant compris entre 25 et 35 sauf pour les fonctionnaires de l'État désireux de concourir, l'IGF tolérât l'âge de 40 ans maximum. Si l'on rappelle que le tout dernier recrutement à l'IGF remonte à 1991, il y a trois décennies - soit six ans avant la chute de Mobutu - on comprend l'état d'abandon dans lequel s'était depuis trouvé ce grand service de l'État et l'extrême

urgence de sa réhabilitation pour une gouvernance dont la vision, sous Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est la montée en puissance des finances publiques par l'arrêt du coulage des recettes publiques si tant est que le redressement du pays est l'ultime objectif du mandat en cours.

Aux termes de l'article 2 de l'ordonnance n°87-323 datée du 15 septembre 1987 signée par Mobutu, Président-Fondateur du MPR, parti-État, portant création de l'Inspection générale des Finances, seul texte en vigueur, jamais revu depuis, ce service de contrôle des Finances publiques qui «dispose d'une compétence générale en matière de contrôle des finances et des biens publics» a mission de «vérifier et contrôler toutes les opérations financières de l'État, des entités administratives décentralisées, des établissements publics et organismes para-étatiques ainsi que des organismes ou entreprises de toute nature bénéficiant du concours financier de l'État, des entités administratives décentralisées et des établissements publics ou organismes para-étatiques sous une forme de participation en capital, de subvention, de prêt, d'avance ou de garantie».

Il est un «service d'audit supérieur du Gouvernement» et, du coup, «peut procéder à toute mission de contre-vérification, au second degré, de toutes les situations douanières, fiscales ou parafiscales des contribuables ou redevables d'impôts, droits, taxes ou redevances, soit en cas de découverte d'une fraude lors de l'exécution normale d'une mission de contrôle ou de vérification, soit sur réquisition des autorités politiques et administratives, soit sur réquisition des autorités judiciaires, soit, enfin, sur dénonciation des tiers» (art. 2 bis). Délaissé sinon méprisé hier, remis en selle et en première ligne désormais par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo sous l'autorité duquel ce grand service de l'État est placé, on

imagine la peur que les enquêtes des forces spéciales de l'IGF provoquent. Au total au nombre de six, ces brigades couvrent tous les secteurs des finances publiques, à l'échelle nationale et provinciale, du Gouvernement comme des entreprises et services de l'État. Outre la brigade qui, sous l'autorité de l'inspecteur général-chef de service et de son adjoint, assure les fonctions d'animation et d'encadrement des services de l'IGF, l'ordonnance n°87-323 datée du 15 septembre 1987 de Mobutu crée deux types de brigades : celles «mixtes et/ou ponctuelles chargées des missions particulières leur confiées» et celles permanentes. Dans cette deuxième catégorie, on trouve une brigade des recettes douanières, fiscales et parafiscales qui «contrôle et vérifie, auprès des services générateurs des recettes, toutes les opérations de constatation, de taxation, de liquidation, d'ordonnancement et de recouvrement des recettes, l'apurement du contentieux et les documents comptables y afférents»; une brigade des dépenses publiques qui «contrôle et vérifie l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses publiques»; une brigade des établissements ou organismes publics, des entreprises publiques, des sociétés d'économie mixte ou subventionnées et des entités administratives décentralisées qui «contrôle et vérifie toutes les opérations financières de ces organismes, entreprises, sociétés et entités ainsi que celles de tout organisme bénéficiant du concours financier de l'État, des entités administratives décentralisées, des entreprises publiques, des établissements publics ou organismes para-étatiques sous une forme quelconque, notamment sous forme de participation en capital, de subvention, de prêt, d'avance ou de garantie»; une brigade enfin de contre-vérification douanière, fiscale, parafiscale et comp-

(Suite en page 13).

L'article prémonitoire qui le porta au pinacle

(Suite de la page 12).

table qui «vérifie, au second degré, toutes les situations douanières, fiscales, parafiscales et comptables soumises à la vérification des organes de contrôle interne des autres services publics de l'État, soit en cas de découverte d'une fraude lors de l'exécution normale d'une mission de contrôle ou de vérification, soit sur réquisition des autorités politiques et administratives, soit sur réquisition des autorités judiciaires, soit, enfin, sur dénonciation de tiers». Une autre anecdote de Jules Alingete Key : elle évoque curieusement le sort tragique des enfants d'un certain... Tshilombo... Tiens ! Cette histoire est racontée au cours de sa formation à l'IGF par l'un de ses enseignants et qui fonde sa vision des contrôles des finances publiques. Kasaïen, Tshilombo fut un Congolais fortuné promoteur d'une entreprise familiale dont il attend des dividendes. Il nomme, pour ce faire, un directeur général et un directeur financier à la tête de son entreprise. Mais voilà que l'exercice financier écoulé, l'homme qui n'en a perçu aucun bénéfice alors qu'avec sa famille, il meure de faim, fait venir les deux dirigeants et leur demande des comptes. Ce qu'il entend de ses deux dirigeants le dérouta. Malgré la grande production réalisée pendant l'année, l'entreprise n'aurait fait aucun bénéfice et, du coup, Tshilombo n'avait droit à aucun dividende. Furieux, le propriétaire presse de questions son Directeur général. Combien par mois s'est-il octroyé comme salaire ? Réponse : 15.000 \$US/mois. Ce salaire est-il continuellement payé ? Réponse : oui. Le Directeur a-t-il à son service un domestique ? Réponse : oui. Ce travailler de maison est-il régulièrement payé par l'entreprise, propriété de

Tshilombo ? Réponse : oui. Le Directeur général a-t-il des chiens pour surveiller son domicile ? Réponse : oui. Ces chiens sont-ils régulièrement nourris, bien nourris ? Réponse : oui. Ils ne meurent pas de faim ? Réponse : non. Tshilombo se lève, renverse la table face à lui, casse chaises et bahuts en pensant à ses enfants qui n'ont pas mangé ce jour quand les chiens du Directeur général de son entreprise mangent et mangent bien... Tshilombo ordonne à ses enfants d'aller plonger dans le contrôle des comptes de l'entreprise, de «fouiner» dans la gestion de ce Directeur général et du Directeur financier de son entreprise et de lui faire rapport... Jules Alingete Key et ses cinq brigades veulent se comporter comme les enfants de Tshilombo. Remonté face aux hommes qui ont pillé entreprises et services de l'État en s'enrichissant aux dépens de la Nation, le chef de l'IGF veut afficher sa colère, exprimer son côté impitoyable, enfile une tenue d'uniforme de tissu de fond de nuance bleu nuit avec pattes d'épaule, galons et boutons dorés. «Quand on m'invite dans ces réunions où il y a suspicion de détournement, j'enfile ma tenue. Je veux que nul n'en ignore rien », nous explique Jules Alingete Key pour qui si l'habit ne fait pas le moine, on reconnaît le moine par son vêtement. «Cet habit c'est tolérance zéro», déclare-t-il au Soft International, et si cet homme qui est sorti major de sa promotion en 1988 en Sciences Éco, dont l'un des condisciples à l'Université de Kinshasa est le Premier ministre honoraire Augustin Matata Ponyo Mapon, observe une minute de silence avant de donner le nom de son modèle, il affirme avec force que l'homme qui est sa référence, n'est autre que ce Kazumba né Léon

Kazumba-Luaua des années Mobutu pour lequel le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo alors jeune, nourrissait un fantasme. Quand on demande les dossiers sur lesquels ses brigades travaillent, il n'hésite pas par contre. D'abord, le ministère de la Santé. Dossier des fonds octroyés à la lutte contre la pandémie de Covid-19. Sur 6 millions de \$US mobilisés par le Gouvernement, 2 millions de \$US « restent injustifiés ». «En trois mois, ce sont au moins 2 millions de \$US ont pris une destination inconnue. C'est 30% du financement total. Sur un an, combien aurait disparu?», s'interroge, visage ferme, le Gendarme de Fatshi dans sa tenue de chef de police. Puis de donner des détails : «Le rapport sur la mégestion des fonds de Covid-19 a été transmis à la Justice. Nous n'en dirons pas plus présentement. Il ne faut pas entraver l'action de la Justice». Pour lui, «il n'existe aucun doute : les fonds Covid ont été mal gérés; d'importantes sommes ont été détournées. Plus grave : des autorités gouvernementales qui acceptent de payer une facture à l'hôpital du Cinquantenaire à raison de 12 \$US par malade soigné atteint de Covid. C'est du jamais vu ! Ni le ministère de la Santé, ni quiconque n'accepte de porter la responsabilité de ce détournement avéré. Néanmoins, le ministère de la Santé a bel et bien réceptionné la facture sans l'honorer. Le ministère des Finances a mis les fonds à la disposition du ministère de la Santé... Et 2 millions de \$US restent injustifiés...». Deuxième dossier: le ministère des Finances. Il s'agit du dossier des exonérations et des compensations. Si le dossier des exonérations est encore sous examen et doit «prochainement» livrer tous ses secrets, cela n'empêche pas Jules Alingete Key de faire

les premiers commentaires. En observant le comportement de nos finances publiques, ce dossier a été identifié comme l'un des points importants de fraude au Congo qu'il faut combattre comme première priorité. «C'est un mode savamment conçu de détournement des dépenses publiques», mis en place par les autorités gouvernementales. «Si le régime des exonérations est organisé par nos lois, les autorités d'exécution les octroient en s'appuyant certes sur ces lois mais sans opportunité ni fondement économique avéré». Au total, plus de 1.500 cas d'exonérations ont été identifiés par l'IGF avec un manque à gagner de 2 milliards de \$US. «Notre combat, explique Jules Alingete Key, consiste à réduire ce niveau des exonérations au moins à un niveau qui nous permettrait de récupérer au moins 500 millions de \$US/an pour le Trésor».

« LA SANCTION DE L'HISTOIRE ». Troisième dossier: les compensations des recettes publiques via « des créances farfelues ». Il s'agit ici « des cas des autorisations accordées à des opérateurs économiques à ne pas payer des impôts et taxes sous prétexte qu'ils détiendraient des créances sur l'État. C'est le cas des crédits remboursables aux sociétés minières dont la hauteur est extrêmement surévaluée, de la dette intérieure dont le contenu pose problème et parfois, des condamnations judiciaires de la République. Les compensations faussent la comptabilité publique en recettes comme en dépenses. Elles font du ministre des Finances l'unique autorité qui à la fois engage, liquide, ordonnance et paie une dépense. Or, les compensations sont interdites par nos lois des Finances», dénonce Jules Alingete Key faisant état en l'espèce d'un

coulage de plusieurs centaines de millions voire de milliards de \$US. Pourtant, au bout du compte, l'Inspecteur général des Finances se dit satisfait. «Les compensations sont désormais interdites. Plus personne ne pourra plus y recourir désormais... Et c'est le résultat du travail de l'IGF...». Qu'en est-il des suites judiciaires ? «Ce qui a été fait a été fait. Il faut maintenant regarder l'avenir. L'essentiel est que les compensations sont désormais neutralisées du fait de l'IGF...», répond Jules Alingete Key pour qui les rapports de l'IGF sont publics et il promet tout prochainement de les publier mais préfère miser sur des «sanctions sociales au cas où il y aurait défaillance des sanctions judiciaires». Il estime que les «sanctions sociales» plus importantes pour l'Histoire qui doit retenir ce que tel a été et a fait... Qui est-il ? L'homme qui cherche à renflouer les caisses de l'État afin que le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo redonne vie à l'économie en réussissant son mandat ou un lanceur d'alerte, redresseur des torts de la société, un moralisateur, un éducateur, un super-héros, l'homme qui réparait les injustices ? «À force de vivre dans les antivaleurs, beaucoup de nos compatriotes pensent qu'il s'agit là d'une normalité. Nous avons pensé livrer un message d'avertissement, d'éveil des consciences en frappant. C'est ça aussi le rôle de l'Inspection Générale des Finances. Des missions qui s'achèvent par des recommandations, expliquer par exemple que retirer cash des fonds publics, se rendre auprès d'un concessionnaire et s'offrir des véhicules, cela est inacceptable mais nous n'allons pas nous acharner sur des tels cas. Nous pourrions avantageusement prodiguer

des conseils. Tels des cas des fonds publics libérés et destinés à une activité qui n'a pas lieu puisqu'annulée du fait par exemple de Covid-19, que faire ? C'est demander au gestionnaire d'entrer en contact avec le ministre du Budget pour se voir autorisé de réorienter ces fonds vers une dépense. En cas de contrôle, le gestionnaire pourrait brandir ce document d'autorisation émanant du ministère du Budget...». « Bref, le travail de l'IGF est aussi un travail de pédagogie... C'est notre rôle aussi... ». «Il nous faut, plus que jamais et, petit à petit, commencer à réaliser les rêves des Pères fondateurs de ce grand service de l'État en le réhabilitant. L'IGF ne sera plus jamais un simple spectateur dans un environnement d'inversion des valeurs où la mégestion avait tendance à s'ériger en vertu. Partout où les finances publiques crient au secours, l'IGF va aller avec fermeté et détermination afin d'aider le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à mobiliser les recettes de l'État pour la reconstruction du pays». Jules Alingete Key revient sur les suites judiciaires comme pour les déplorer lorsqu'une autorité refuse de se présenter devant un magistrat qui l'a convoqué ou lorsque la justice ne fait pas toujours son travail quand les preuves sont évidentes. «Nous sommes des auxiliaires de justice. Nous faisons notre part. Nous établissons les responsabilités dans la mégestion, le détournement, etc., et mettons la justice devant ses responsabilités». Lorsqu'on demande s'il est déçu des suites que réserve la justice aux enquêtes de l'IGF, réponse de la même veine. «Nous sommes satisfaits d'avoir relevé les faits d'une manière juste. Nos rapports ne sont pas secrets. Nous les communiquons toujours. La

sanction d'une faute ce n'est pas seulement la justice. La sanction de l'Histoire est beaucoup plus sévère que celle de la justice». Quand lui l'inspecteur général des Finances dont le service «est placé sous l'autorité directe du Président de la République» rencontre le Premier ministre, Chef du Gouvernement, en compagnie du Directeur adjoint du cabinet du Président de la République en charge des questions économiques et financières, comme ce fut le cas le 13 août 2020, que va-t-il y faire ? Communiquer au Chef du Gouvernement, à la demande du Président de la République, Chef de l'État, les résultats accablants de ses enquêtes afin que le Premier ministre en soit pleinement informé et, dans un régime de coalition, qu'il en soit convaincu et en partage éventuellement les sanctions à venir ? Jules Alingete Key explique que les résultats des enquêtes de l'IGF sont destinés au seul Président de la République et que c'est au seul Président de la République qu'il revient, s'il le juge nécessaire, de les communiquer au Premier ministre, il précise qu'à cette rencontre du 13 août, il était question «d'expliquer au Premier ministre le travail de l'IGF, de mettre à sa disposition certaines informations importantes entrant dans le cadre de la gestion de Finances publiques ». Puis : « Nous avons apporté au Premier ministre la vraie information. Il a été suffisamment éclairé. Il a été question des exonérations, des dérapages dans l'exécution des dépenses publiques. Nous lui avons fait part des résultats de nos enquêtes : fonds Covid-19, gestion des Finances publiques, ministère des Finances et Banque Centrale du Congo». **T. MATOTU** ■
Le Soft International, n°1497|LUNDI 31 AOÛT 2020.

international

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CÉCI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.

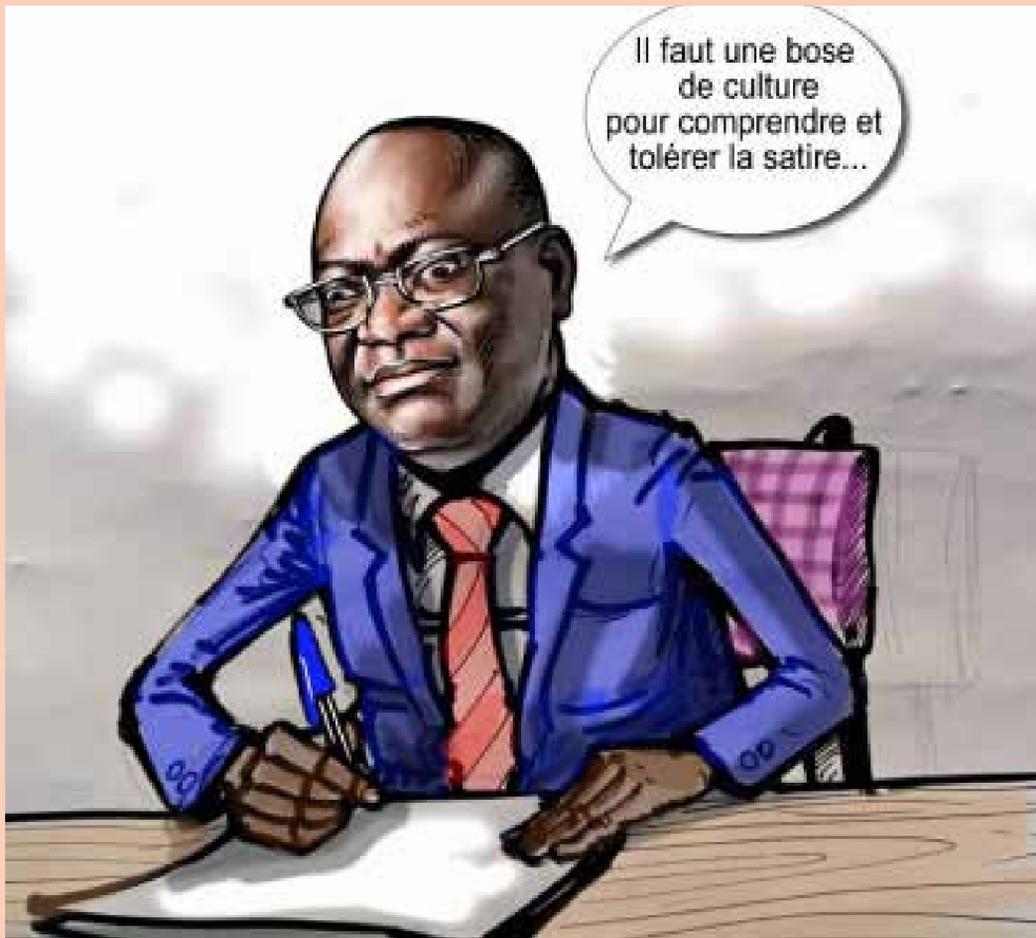


SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Le Grognon reste un journal de qualité, 33 ans après sa création

I est professionnellement un journal de qualité. C'est nul doute des cerveaux qui le conçoivent et le rédigent. Comme pour « Le Canard Enchaîné » à en juger par le contenant comme par le contenu, par le choix des sujets comme par le traitement voire son audience, le public lectoriel. Ce n'est pas le citoyen lambda congolais qui viendrait à le lire et à en disséquer les nuances. Mais « Le Manager Grognon » couramment appelé « Le Grognon » - qui fête cette année ses trente-trois ans d'existence « donne (aussi) le sourire (son côté satire); il « destressait », il « destresse ». « C'est « le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style », analyse le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba dans le texte-interview ci-après (« Le Manager Grognon », n°1434 du 19 avril 2024).

Cela fait un bail que « Le Grognon Manager » existe. 33 ans exactement aujourd'hui. A cette occasion, des décideurs - hommes politiques, journalistes, religieux - étaient contactés pour donner leurs avis sur votre satirique et éventuellement sur la vie politique, économique ou sociale au pays. L'interview ci-dessous rentre dans ce cadre-là. Le professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, l'un des rares professeurs de journalisme qui ont vu naître « Le Grognon Manager », pense de lui que c'est « un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destressait, qui destresse ». Venant d'un professionnel de sa qualité, cela nous a mis du baume dans le cœur quelque peu meurtri par le fait qu'« à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde diffuse des messages audios



Docteur en Science Po et en Communication Po, Professeur de journalisme, Tryphon Kin-kiey Mulumba analyse « notre Canard Enchaîné » trente ans après sa création. DR.

ou vidéos », dans la presse, « rien ne sera plus jamais comme avant ». Parce que tout est désormais sur le téléphone. Le Professeur pense que « la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes ». Mais, ce n'est pas le cas de la RDC où foisonnent 1.000 partis politiques. « Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos ». Le salut viendra peut-être de Mme Judith Suminwa Tuluka, notre Première ministre. Elle inspire confiance et a de la compétence. « Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe », à en croire le professeur Kin-kiey. Nous vous laissons découvrir ses propos empreints d'un vrai sentiment patriotique.

Vous avez pratiquement assisté à la naissance et à l'évolution du premier journal satirique congolais, à savoir Le Manager Grognon. Quel jugement portez-vous sur cette publication

aujourd'hui ?
J'ai assisté en effet à la naissance de « Manager Grognon ». C'est avec le même sourire que je lis aujourd'hui « Le Grognon » des années après les premières publications. C'est un journal de qualité qui vous donne le sourire; qui destressait, qui destresse. C'est « le Canard Enchaîné » du pays. J'avoue apprécier l'originalité des sujets traités et le style.
Pensez-vous que ce genre a encore de l'avenir dans notre pays ?
L'information par l'humour, le sourire, l'analyse, l'interprétation, la compréhension des événements, qui la rejeterait ? La vie a besoin de cela. Le public en a besoin, hier, aujourd'hui, demain. Comment cela n'aurait point d'avenir ?

Quel regard portez-vous sur la presse écrite congolaise d'aujourd'hui ?
La presse écrite congolaise aujourd'hui est totalement différente de ce qu'elle était hier. Hier, on réclamait le journal; on cherchait le contenu et on vendait des journaux. Un jour, « le Soft » a tiré à 100.000

exemplaires. Historique ! Certes, ce fut à la veille d'une campagne électorale et l'impression a eu lieu en Europe. Aujourd'hui, j'aurais du mal à vous parler des tirages des journaux.
Pensez-vous que le foisonnement de la presse en général en RDC est une bonne chose ?
Le mot « foisonnement » n'est jamais, sur le principe, une bonne chose. Il sous-entend abondance, fourmillement, désordre, chaos. C'est à cela que nous assistons. C'est l'image de nos rues et avenues de Kinshasa où nul ne sait comment se mouvoir.

Les publications en ligne sont devenues une réalité incontournable aujourd'hui à travers le monde. Comment appréciez-vous la profusion de la presse en ligne en RDC et quel avenir lui accorderiez-vous, au regard de sa qualité ?
« Profusion » renvoi à « foisonnement ». Mais comment éviter cela à une époque où tout le monde est journaliste, où tout le monde diffuse des messages audios ou vidéos.

Il suffit de disposer d'un smartphone. Aujourd'hui, tout le monde est informateur, est influenceur. Il n'y a plus de secret pour personne. Tout le monde voit tout le monde. Quand l'invention approche la pertinence, nous sommes à l'âge de l'Homo Numericus, de l'Homo Smartphonicus. L'homme vit la transmutation aujourd'hui. Après l'invention de l'informatique, du numérique, de l'intelligence artificielle, etc., dont les inventeurs interdisaient l'accès à leurs enfants, l'homme n'est plus celui d'il y a vingt ans. Une page est tournée puisque le calcul mental n'existe plus et que les élèves viennent à l'école avec leurs ordinateurs. Le monde est dans un nouveau paradigme.

Dans un marché de la presse en recul, on annonce la mort lente du journal papier qui fait quand même de la résistance. Pensez-vous que le moment est venu de mettre la clé sous le paillasson ?
Vous parlez de « résistance », j'aime bien ce mot. La « résistance » sup-

pose que les carottes sont cuites. Oui, les carottes sont cuites. C'est terminé : rien ne sera plus jamais comme avant. Tout est désormais sur le téléphone. Tout. Le téléphone c'est la radio; le téléphone c'est la télé; le téléphone c'est le journal; le téléphone c'est le livre; le téléphone c'est des conférences; c'est des débats. Le téléphone c'est le bureau de travail. Partout où vous trouvez, vous activez; vous donnez des ordres ! C'est la vie. Le Canadien Marchall Mac Luc fut un grand visionnaire quand il a parlé d'un monde, ce grand village. Tout comme l'Américain Al Gore qui avait annoncé qu'avec la société de l'information, la croissance économique viendra des classes moyennes. Nous y voilà avec les 3G, les 4G, les 5G, etc.

Êtes-vous d'avis que les réseaux sociaux vont remplacer définitivement le journal papier au point de reconquérir tous ses espaces perdus ?
Je ne sais pas s'il faut parler de « réseaux sociaux » ou des médias en ligne. Moi je préfère parler des médias en ligne qui portent l'intelligence. Ce qui n'est pas le cas de « réseaux sociaux » qui sont des cercles d'amuseurs, de gamineries. Dans les réseaux sociaux, il y a malheureusement trop de bêtises, trop de fakes, trop de montages. Il faut dans la vie se protéger, protéger son cerveau. On ne peut pas tout lire, ni tout voir, ni tout écouter.
Quelle lecture faites-vous de la classe politique actuelle en ce qui concerne ses besoins en informations de qualité ? Trouvez-vous l'homme politique congolais d'aujourd'hui mieux informé que son homologue des années 70-80 ?
Très bonne question. Cette question me rappelle l'université. Je rappelle ce que nous enseignons : l'objectivité à laquelle vous faites allusion

en posant votre question, n'existe pas à l'émission, à la diffusion; elle existe à la réception. Voilà pourquoi la société la mieux informée est celle où il y a diverses sources d'information, mais diverses sources intelligentes, pertinentes. Je dis : diverses sources d'information; je ne dis pas « foisonnement » ou « profusion ». Je dis « diverses » sources d'information. Les États-Unis par exemple n'ont au total que deux ou trois partis politiques; ils ne sont pas moins « démocratiques » que le Congo qui en a 1.000. Tout comme sans doute 10.000 églises, 20.000 ONG. Voilà le désordre; voilà le chaos. Mais c'est peut-être cela la résilience.

Que pensez-vous du climat politique actuel au pays du fleuve Congo ?
Le climat politique du pays est dépendant de ce qui se passe à l'Est. Rien ne peut se faire désormais sans l'Est. Tout tient à l'Est. Il faut au pays s'armer pour inspirer le respecte.
Que vous inspire l'avènement de la première femme congolaise à la tête de la Primate ?
La première femme Premier ministre ? Ce qui compte dans la vie, ce n'est pas le genre, féminin ou masculin. Ce qui compte c'est le cerveau. Il y a dans la vie des échecs. Que l'on soit homme ou femme. La France a connu deux femmes Premier ministre qui n'ont pas du tout marqué leur passage. Le Royaume-Uni a connu deux femmes : Margaret Thatcher et la Reine Elisabeth II qui ont marqué l'Histoire et le monde. Madame Judith Suminwa Tuluka, notre Premier ministre, par son cursus, par ce que je vois, par ce que j'entends, m'inspire confiance. Elle a de la compétence. Nul doute. Mais tout est dans le casting, dans ce qu'elle saura mettre en place comme équipe.
« Le Manager Grognon » ■
n°1434 du 19 avril 2024.

Les Jeep dominant les 4x4 tout-terrain



S'il peut être difficile de choisir le ou les meilleurs 4x4 tout-terrain disponibles en 2024, nul doute que Jeep en assure la domination. DR.

Recherchez-vous les meilleurs 4x4 tout-terrain disponibles en 2024 ? Les représentants dans cette catégorie sont nombreux et il peut être difficile de choisir le ou les meilleurs modèles. Domination cependant des Jeep.

Qui dit meilleur 4x4 pense invariablement VUS Jeep. En effet, les prouesses hors route de ces véhicules ne sont plus à prouver et toute la gamme Jeep dispose de compétences tout-terrain exceptionnelles et bien souvent en tête de catégorie. Rien d'étonnant donc à ce qu'on en retrouve dans ce top 3 des meilleurs tout-terrain sur le marché ! Un aperçu des caractéristiques et des compétences du Jeep Grand Cherokee, du Jeep Wrangler et de son rival, le Ford Bronco.

Jeep Grand Cherokee. VUS intermédiaire haut de gamme et performant, le Jeep Grand Cherokee vous séduira avec sa silhouette qui impose le respect, partout où il passe. Son habitacle luxueux, ses nombreuses technologies de même que sa longue liste d'équipement le rendent irrésistible aux yeux des acheteurs, et ce, de-



puis plus de 30 ans ! De plus, vous pourrez faire votre choix parmi les modèles standards, mais aussi les versions allongées (L) qui offrent 3 rangées de sièges, et les modèles hybrides rechargeables (4 xe). Le généreux volume utilitaire du Grand Cherokee, variant entre 487 et 2395 litres selon la version choisie, lui confère également un gros avantage, tout comme ses performantes motorisations : un V6 3,6 litres de 293 chevaux ; un V8 5,7 litres de 357 chevaux ; un

4 cylindres turbo jumelé à 2 moteurs électriques, pour 375 chevaux nets. Ces motorisations vous permettront de remorquer entre 6000 et 7200 livres selon le modèle, ce qui le place en tête de catégorie ; de plus, ses performants systèmes 4x4 de même que le système de gestion de la motricité Selec-Terrain (option) proposent différents modes de conduite, à savoir auto, sport, rock, neige ou boue/sable, ce qui vous permettra de circuler aisément, peu importe

le type de route sur lequel vous circulez. Prix de vente à partir de: 58,270 \$US.

Ford Bronco. Rival du populaire Jeep Wrangler, le Ford Bronco propose 3 différentes motorisations : un 4 cylindres 2,3 litres EcoBoost de 275 chevaux ; un V6 2,7 litres biturbo de 315 chevaux ; un V6 EcoBoost 3,0 litres de 406 chevaux. Les versions munies d'un 4 cylindres peuvent être équipées d'une boîte manuelle ou d'une boîte automatique

à 10 rapports ; seule cette dernière option est proposée pour les moteurs V6. Véritable VUS tout-terrain, le Bronco est en mesure de circuler sur les pistes les plus difficiles, grâce à sa garde au sol variant entre 21,1 et 33 centimètres ; celle-ci lui permet d'offrir une capacité de passage à gué de 85 à 94 centimètres. Selon le modèle, le Bronco pourra remorquer entre 3500 et 4500 livres, en plus de proposer un treuil d'une capacité de 10.000 livres. Prix de vente à partir

de: 49,765 \$US.

Jeep Wrangler. Depuis plus de 8 décennies, le Jeep Wrangler fait la pluie et le beau temps dans sa catégorie, en offrant des VUS aux performances tout-terrain spectaculaires, un nombre impressionnant de versions de même qu'une foule de commodités et de technologies, sans oublier des modèles hybrides rechargeables ! Mais peu importe quel Wrangler vous choisirez, vous êtes assurés de vous retrouver au volant

d'un VUS Jeep aux compétences hors route indéniables et qui vous mènera partout où vous voulez aller. Côté motorisations, vous aurez le choix entre : un 4 cylindres 2,0 L turbo de 270 chevaux ; un V6 3,6 L de 285 chevaux ; un V8 6,4 L de 470 chevaux (Wrangler Rubicon 392 seulement). Une motorisation hybride rechargeable de 375 chevaux (4 xe), offrant une autonomie 100 % électrique de 35 kilomètres. Les modèles Jeep Wrangler 2 portes peuvent remorquer jusqu'à 2000 livres ; en revanche, si vous optez pour un Wrangler 4 portes, cette capacité passe alors à 3500 livres, ce qui inclut les modèles à essence et 4 xe. De plus, le Wrangler Rubicon est capable de remorquer jusqu'à 5000 livres, s'il est équipé adéquatement ; vous pourrez aussi profiter d'un treuil d'une capacité de 8000 livres. Enfin, tous les Jeep Wrangler disposent d'une capacité de passage à gué maximale de 85 centimètres et d'une garde au sol de 32,7 centimètres, sans oublier ses performants systèmes 4x4 qui vous permettront de circuler en toute sécurité, peu importe le type de route sur lequel vous vous trouvez. Prix de vente à l'achat au comptant est de 46 089,25 \$US.



Prendre du temps c'est la clé

Nul doute, l'orgasme féminin reste un mystère.

On a beaucoup écrit sur ce sentiment de plaisir intense chez les femmes. Cependant, tout le monde n'en fait pas l'expérience. Certains avouent même n'en avoir jamais ressenti. De nombreux facteurs influencent l'orgasme, qu'ils soient psychologiques ou émotionnels, physiques ou hormonaux.

Si la femme a vécu dans le passé une situation traumatisante qui la bloque dans ses relations sexuelles, il est recommandé qu'elle puisse partager avec son partenaire ou son amant ce qu'elle ressent afin qu'elle puisse être comprise et soutenue. Mais si c'est quelque chose que vous ne voulez pas ou ne pouvez pas faire, il est important que vous recherchiez une aide spécialisée pour pouvoir faire face au traumatisme et rechercher votre bien-être. Il est essentiel qu'elle puisse en parler et qu'elle puisse bénéficier d'une assistance professionnelle axée sur elle. «Dans ce type de situation, il faut faire beaucoup de travail individuel. C'est très délicat car la situation que vous avez vécue peut vous causer beaucoup de honte ou de peur et, dans certains milieux, elle peut vous amener à être rejeté», explique Héctor Galván, directeur, clinicien à l'Institut de psychologie et sexologie de Madrid. «Il y a des femmes qui (à cause d'un traumatisme) évitent de se masturber et, en fait, inhibent complètement le désir sexuel». «Il faut l'amener à se réconcilier avec la sexualité de manière très progressive, en laissant un peu le sexuel de côté pour qu'il s'habitue au contact physique avec son propre corps et, petit à petit, qu'il se rapproche du plaisir



Des facteurs psychologiques, émotionnels, physiques et hormonaux influencent l'orgasme mais prendre du temps pour cette relation. DR.

sexuel individuellement et lorsque cela est déjà bien établi, rapprocher le couple», poursuit la psychologue clinicienne. Il est important que ce soit elle qui décide quand et quelle quantité d'informations sur ce qui lui est arrivé elle souhaite partager avec une autre personne. Quand une femme arrive à ce point de blocage et est gênée d'expliquer ce qui s'est passé, il est préférable qu'elle dise à son partenaire qu'il lui est difficile de perdre ses inhibitions et qu'elle aimerait travailler individuellement sur la question sexuelle sans entrer dans les détails. Plus tard, le thérapeute travaille avec lui sur le problème en toute confidentialité. «L'idéal serait de pouvoir en parler ouvertement avec son partenaire, mais il vaut mieux qu'une personne préfère se réserver une petite partie de son monde intime, mais pouvoir améliorer sa vie sexuelle avec son partenaire, plutôt que de ne jamais le faire», explique le sexologue.

ÊTRE PRESSÉ ET STRESSÉ.

Bien que Galván ait eu dans sa consultation des femmes qui ont des difficultés à atteindre l'orgasme en raison de leur pudeur ou de sentiments de culpabilité enracinés dans une éducation très conservatrice, il souligne qu'elles

constituent le plus petit nombre de cas. L'un des principaux facteurs qu'il a observé chez les patients qu'il a traités est le stress avec lequel ils arrivent à la relation sexuelle. «Pour que le corps atteigne facilement l'orgasme, il faut un degré de relaxation assez élevé», explique le médecin. «Le corps peut ressentir du désir et de l'excitation (qui sont les deux phases précédentes de l'orgasme) avec un certain niveau de stress et de fatigue, mais la phase finale de l'orgasme nécessite que nous soyons détendus». Et, en partie, ce stress est dû au rythme de vie de nombreuses personnes, avec des emplois exigeants, des horaires à respecter, des jours de travail loin de chez eux, dans certains cas avec des enfants à charge. Bien que dans ces situations certaines femmes puissent être tentées de simuler un orgasme non seulement pour que la relation sexuelle ne dure pas trop longtemps mais aussi pour ne pas blesser l'ego de leur partenaire sexuel, la psychologue clinicienne recommande de ne pas le faire. Il est conseillé de parler et de présenter la situation comme quelque chose à améliorer. Reste silencieux. Peut-être devrions-nous partir du slogan selon lequel, dans une relation sexuelle, personne ne peut

deviner exactement ce que ressent l'autre personne. Évidemment, vous pouvez lire les gestes et les sons, mais l'idéal est de donner un feedback. «Beaucoup de personnes ont du mal au cours des relations à orienter le couple, à demander certains changements, certains ajustements, dans la pratique sexuelle», explique la sexologue. «En consultation on peut rencontrer une femme qui nous explique que lorsqu'elle est sur le point d'atteindre l'orgasme, le partenaire change de rythme ou se retire de la pénétration, mais elle ne le lui a jamais dit». Pour cette raison, souligne le spécialiste, un objectif important du traitement est de normaliser la communication non seulement avant et après le rapport sexuel, mais aussi pendant. «Il y a des femmes qui commencent par la stimulation de leur partenaire et aiment atteindre l'orgasme jusqu'au bout en se stimulant elles-mêmes», Héctor Galván. «Ils doivent être conscients que le partenaire ne peut pas deviner quelles sensations physiques ils éprouvent et ce dont ils ont besoin pour atteindre l'orgasme». Un autre facteur que Galván et son équipe d'experts ont rencontré lorsqu'ils ont traité certains patients hétérosexuels est l'éjaculation précoce.

«C'est le meilleur profil qui puisse nous parvenir», a indiqué le psychologue clinicien. «Parfois, la femme vient seule parce qu'elle a peur de blesser l'orgueil de son partenaire et elle nous dit, en privé, que le couple dure généralement très peu et qu'elle n'a pas le temps d'atteindre l'orgasme. C'est une bonne nouvelle car l'éjaculation précoce est assez grave. La solution est plus simple que s'il y avait d'autres problèmes. Dans ce même cas, il est recommandé à la femme d'évoquer la situation avec son partenaire. Il est important de réfléchir à la manière de le soulever. Ne le faites pas comme s'il s'agissait d'une critique ou d'une plainte, mais plutôt comme s'il s'agissait de quelque chose à améliorer». Et, selon le spécialiste, une nuance sémiotique peut faire la différence pour ne pas générer d'anxiété dans le couple. «Dans le domaine sexuel, les hommes et les femmes sont remplis d'exigences personnelles, d'angoisses et d'insécurités», c'est pourquoi il est essentiel de savoir comment faire les démarches.

MÉDIOCRE ET INEFFICACE.

Selon Galván, ces dernières années, il a constaté une amélioration chez les couples hétérosexuels lorsqu'il s'agit de consacrer du temps à la stimulation avant la pénétration. «Il y a des décennies, il était plus courant que les rôles soient plus asymétriques, que les hommes recherchent rapidement leur plaisir, mais cela a évolué». Le problème n'est pas que plus ou moins de temps soit consacré à cette phase préparatoire, mais plutôt la communication. Entre les couples lesbiens, il y a généralement davantage de dialogue sexuel, mais la situation est différente dans certaines relations hétérosexuelles, disent les experts.

«En consultation, il apparaît souvent que ni les hommes ni les femmes ne masturbent bien leur partenaire car, logiquement, chacun ne comprend pas pleinement les sensations internes qu'éprouve l'autre personne». L'essentiel est que la femme explique à son partenaire (homme ou femme) quoi faire, comment, à quel rythme et dans quelle partie de son corps. «Parfois les femmes nous disent que l'homme ne sait pas stimuler le clitoris ou que parfois elles causent des dégâts et quand on leur demande si elles en ont parlé avec leur partenaire, elles répondent non par peur de blesser leurs sentiments ou parce qu'elles sont gênées». Et dans ce processus de stimulation, l'auto-masturbation peut également être importante pour de nombreuses femmes, non seulement avant les rapports sexuels pour entrer dans la phase d'excitation et d'humidification du vagin (un aspect important pour éviter l'inconfort lors de la pénétration) mais aussi après. «Il y a des femmes qui commencent par stimuler leur partenaire (par pénétration) et aiment atteindre l'orgasme jusqu'au bout en se stimulant elles-mêmes. Toutes les formules sont valables». Le NHS, le National Health Service du Royaume-Uni explique que le manque de désir sexuel peut affecter les femmes à différentes étapes de leur vie. Par exemple, pendant la grossesse, après l'accouchement, dans des situations stressantes et à la ménopause. La dépression, les traumatismes psychologiques, la prise de certains médicaments et les troubles hormonaux peuvent avoir un impact sur la relation sexuelle et donc sur l'expérience de l'orgasme. Le NHS indique que le désir sexuel peut diminuer si les niveaux naturels de testostérone d'une

femme chutent. La testostérone est produite dans les ovaires et les glandes surrénales et si ces organes ne fonctionnent pas bien, la femme subira certaines conséquences, notamment sur sa sexualité. C'est pourquoi il est important de se soumettre à des contrôles médicaux réguliers en cas de problèmes endocrinologiques. Si le problème est lié à une insuffisance d'hormones telles que la testostérone ou les œstrogènes, votre médecin peut vous recommander un traitement hormonal substitutif. Le sexologue commente que, lorsque son centre de soins analyse le profil de certains patients, ils découvrent des traits de personnalité qui ont tendance à être un peu contrôlants, obsessionnels et perfectionnistes. «Quand à une certaine occasion, une personne qui atteint habituellement l'orgasme n'y parvient pas - et présente un profil d'auto-exigence - à partir de là, au vu des relations suivantes, elle commence à s'observer, à vérifier si elle peut atteindre l'orgasme. Et cette attitude rend cela impossible à réaliser parce que vous avez créé une tension centrée sur votre propre performance». Dans ce contexte, la détente et le plaisir sont à nouveau la clé. Dans le domaine gynécologique, il existe des facteurs qui affectent la capacité d'une femme à atteindre l'orgasme. L'un d'eux est le vaginisme, qui est la contraction involontaire des muscles du tiers inférieur du vagin, «rendant les rapports sexuels douloureux, voire impossibles», explique le NHS. «Cela peut se produire si la femme associe les relations sexuelles à la douleur ou à quelque chose de 'mauvais' ou si elle a subi un traumatisme vaginal lors de l'accouchement ou une épisiotomie», explique NHS.

Le Continent n'est pas qu'une vitrine de l'horreur

Il y a de plus en plus de créateurs africains qui donnent sur des scènes mondiales des spectacles époustouflants. Il y en avait déjà eus tel celui du Musée National des Arts d'Afrique et d'Océanie de Paris, où une collection fut présentée dans le cadre de l'exposition «Le Boubou, c'est chic». Retour sur cette féerique soirée et sur les somptueuses créations.

Les créateurs africains sont pleins de ressources et de talent. C'est ce que Ly Dumas, Michaël Kra, Xuly Bët, Karim Tassi et Imane Ayissi avaient un jour confirmé au Musée National des Arts d'Afrique et d'Océanie de Paris. Les défilés nous avaient offert un véritable spectacle féerique. «Il faut fêter l'Afrique dans la beauté, la joie et l'amour», s'enthousiasme le Princesse Esther Kamatari dans son discours d'inauguration de la soirée. Le message est passé, ces trois ingrédients n'ont pas manqué à la fête. La joie et l'amour étaient présents sur tous les visages. La beauté dans les visages et les corps des mannequins, véritables odes à la perfection, tout comme dans les créations. Ly Dumas, reine des festivités à l'origine de la soirée «Ly Dumas and Friends», a présenté deux collections bien différentes. «Ombres éclairées», série sexy d'œuvres aux décolletés plongeants, aux ouvertures généreuses et aux tissus fluides. Magie du métamère. Puis, «Lumières d'Afrique», où la Camerounaise revisite la tradition en transfigurant les tissus et les matières ainsi que les couleurs typiques du Continent. Une collection où les détails comme les bretelles ou les coutures ont une grande importance. Avec «Africa Absolut Angel» et «Pearls



L'Afrique a bien autre chose que les horreurs. DR.

of the Kalahari», Michaël Kra, designer franco-ivoirien, a transporté l'auditoire dans le monde fabuleux de la joaillerie africaine. En or, argent, bronze, perles, coquillages ou encore peau, ses bracelets, colliers et parures sont des œuvres d'art qui à elles seules habillent entièrement ceux qui les portent. Le «Clin d'oeil» de Xuly Bët, le Sénégalais-malien, à son Afrique à lui s'est incarné en des lolitas moulées dans des habits aux couleurs vives. Le Marocain Karim Tassi a enchanté le public qui a fortement applaudi - à raison - à ses «Empreintes». Créations vaporeuses et asymétriques en mousseline, en crêpe, oranges et fuchias. Des chemises bro-

dées teint sur teint, discrètement orientales. Une élégance folle. Imane Ayissi a choisi le blanc pour illustrer sa «Vogue Afrique» et marié, pour son final, Chantal Ayissi, sa sœur, dans une saillante robe au collier de plumes, avant que celle-ci ne se lance dans un tour de chant endiablé. Les défilés étaient précédés d'un petit parcours africain judicieusement imposé. D'abord une visite à l'exposition consacrée aux boubous. Superbes. A franges, colorées, unies, brodées, tissées, avec ou sans motifs, en coton, bazin ou soie, les pièces exposées permettent de rendre compte de la diversité de ce vêtement. Venaient ensuite deux exposi-

tions de photos très différentes l'une de l'autre. «Sténopés d'Afrique» présente des clichés poétiques et originaux réalisés au Mali. Quant aux photos de Catherine Laurent, très vivantes car projetées dans une salle circulaire, elles montrent le boubou de la vie quotidienne. Puis, la soirée de s'achever sur un chant de paix de Luli. Le public restera longtemps sous le charme des collections présentées qui prouvent bien que les créateurs africains, bien qu'inspirés par le Continent, ne se contentent pas d'une mode exclusivement ethnique. D'où leur talent qui prouve que l'Afrique est décidément bien autre chose qu'une «vitrine de l'horreur».



Le républicain Donald Trump porté plus que jamais

(Suite de la page 20).

nouvelé sa diatribe contre les migrants qu'il accuse des pires crimes, promettant la «plus grande opération d'expulsions» de l'histoire de notre pays. Donald Trump a moqué les démocrates «qui ne savent pas qui est leur candidat», assurant que Joe Biden disposerait d'un quotient intellectuel de «50», «60», ou «70». Il a, après avoir frôlé la mort, mis de côté le tournant vers l'unité qu'il s'était fixé et s'est lancé dans la rhétorique de divi-

sion qui a marqué sa carrière politique. Il s'est répandu en invectives, qualifiant Joe Biden de « stupide » et de « vieillard faible », et Mme Harris de « cinglée ». Le républicain s'est même amusé à faire un sondage en direct auprès de ses partisans au terme duquel, la majorité a voté pour que Joe Biden reste dans la course. Un responsable de la campagne Biden-Harris a fustigé un discours « colportant les mêmes mensonges (et) menant la même campagne de vengeance ».

Alors que le parti démocrate est plus divisé que jamais, Donald Trump se vante d'avoir unifié le Parti républicain et a promis « d'unir les États-Unis une fois de retour à la Maison Blanche ». Un responsable de la campagne Biden-Harris a fustigé un discours « colportant les mêmes mensonges (et) menant la même campagne de vengeance ». Pour son premier meeting aux côtés de Donald Trump, J.D. Vance, son colistier, a eu droit à une ovation. Chargé de pré-

senter son partenaire sur scène, le sénateur de l'Ohio a mis en avant ses racines du Midwest, une carte qui pourrait séduire les électeurs du Michigan, rapporte notre correspondante à New-York, Loubna Anaki. Épaulé par ce colistier, J.D. Vance, originaire de l'État voisin de l'Ohio, et qui se présente comme un porte-voix de l'Amérique déclassée, Donald Trump cherche à cimenter sa base dans cette région du nord ayant souffert de la désindustrialisation, à l'image de la ville de

Detroit. Il a multiplié les promesses de baisses d'impôts, de lutte contre l'inflation et de taxes sur les importations pour protéger le «made in America». Au milieu d'un discours de près de deux heures truffé comme d'habitude d'anecdotes sur ses relations avec les chefs d'État, comme le «brillant» chinois Xi Jinping qui «contrôle 1,4 milliard de personnes d'une main de fer», il a renouvelé sa diatribe contre les migrants qu'il accuse des pires crimes, promettant la «plus grande

opération d'expulsions» de l'histoire de notre pays. Alors que de nombreuses questions demeurent quant aux manœuvres lors du meeting où Donald Trump a été victime de tirs, le rassemblement s'est tenu dans un lieu fermé, un environnement plus facile à sécuriser qu'un espace ouvert. La foule a attendu son champion, certains arborant un tee-shirt à l'image du milliardaire, oreille en sang et poing levée, immortalisée par des photographes une semaine plus

tôt. «Ce dont nous avons été témoins samedi dernier est un miracle», a estimé à l'Afp, Edward Young, 64 ans et 81 meetings de Donald Trump au compteur. «Ils l'ont transformé en martyr et l'ont laissé en vie. Maintenant, il est plus puissant que jamais», ajoute-t-il. Le tempétueux septuagénaire est également sorti renforcé d'une convention d'investiture qui l'a vu la semaine dernière obtenir le soutien du Parti républicain au grand complet. **avec AGENCES**

En France, les députés ne donnent pas une seule voix à l'extrême droite pour un poste à l'Assemblée nationale

A l'issue des votes pour les postes clés du Palais-Bourbon, le RN, Rassemblement National (extrême droite) n'est pas parvenu à faire élire un des siens. Contrairement à LFI, la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon à qui il a apporté leur voix. Marine Le Pen a estimé qu'en France, l'Assemblée nationale est «devenue une zone de non-droit».

Au terme de trois jours sous très haute tension, l'Assemblée nationale française a pu procéder à l'élection de toutes ses instances. Des heures de vote, jusqu'au bout de la nuit, dans un climat particulièrement délétère, où le RN (parti ayant le plus de députés avec 123 représentants) n'est pas parvenu à faire élire un des leurs. Très remontée, Marine Le Pen renvoie dos à dos les Insoumis et le groupe Ensemble pour la République (EPR, ex-Renaissance). L'Assemblée nationale a élu sa présidente, Yaël Braun-Pivet, jeudi 18 juillet. Les députés français nouvellement élus ont voté vendredi pour élire leurs vice-présidents à l'Assemblée nationale : deux postes pour La



Mme Le Pen peut désormais se concentrer à la Présidentielle. DR.

France Insoumise, et aucun pour le Rassemblement national.

PAS UNE VOIX POUR UN CANDIDAT RN.

Après la réélection de Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale, ce fut le tour des six vice-présidents de l'Assemblée nationale qui ont été choisis vendredi soir, à la suite d'un scrutin mouvementé. Le premier vote a été annulé pour «irrégularités», Yaël Braun-Pivet ayant annoncé que «dix enveloppes en trop» se trouvaient dans les urnes.

Un deuxième vote a ainsi été organisé dans la foulée, qui a vu quatre vice-présidents élus dès le premier tour : Nadège Abomangoli, ex-Brazza-congolaise, et Clémence Guetté de La France Insoumise, Naïma Moutchou (Horizons) et Xavier Breton (Droite républicaine).

Roland Lescure (Renaissance) et Annie Genevard (Droite républicaine) ont quant à eux été élus au second tour, avec 273 et 257 voix respectivement. Aucun poste de vice-président, donc, pour les élus du Rassemblement national. Deux des six vice-présidents sont donc issus du parti de gauche radicale La France Insoumise, LFI, qui a été boycotté depuis le début des élections législatives par les deux autres principaux blocs : l'alliance centriste et le Rassemblement national d'extrême droite.

Cela signifie que certains députés du Rassemblement national ont voté pour leur plus grand rival à l'Assemblée. Cependant, plusieurs députés de la France insoumise ont déclaré qu'ils n'accorderaient aucune voix à l'extrême droite, même si le parti les aidait à obtenir certains postes clés de

vice-présidents. Clémence Guetté, l'une des vice-présidentes élues du parti de gauche LFI, a déclaré qu'elle n'accorderait pas une seule voix au Rassemblement national. Clémence Guetté, élue vice-présidente du parti LFI, a déclaré que «contrairement au camp de Macron, nous n'avons jamais demandé une seule voix au Rassemblement national, et nous avons été très clairs : nous nous battons toujours contre le RN». En fin de compte, le Rassemblement national n'a pas obtenu un seul poste de vice-président.

Le parti d'extrême droite a qualifié le vote de «scandale démocratique (...) pour empêcher une juste représentation des 11 millions de Français» qui ont voté pour l'extrême droite aux élections législatives. Reste à savoir ce qu'en pense le président français

Emmanuel Macron et comment et dans quel camp il va choisir son futur premier ministre.

Pour Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron doit nommer un Premier ministre issu du Nouveau Front populaire, tout en ciblant à plusieurs reprises l'ancien président de la République, le socialiste François Hollande et son parti, le PS.

Jean-Luc Mélenchon s'est dit opposé à un «gouvernement de «façade républicaine»». Dans une interview au journal italien La Repubblica publiée dimanche 21 juillet, le chef de file de La France insoumise est revenu sur les critiques le visant et sur la situation politique actuelle en France, après des législatives où aucun camp n'a obtenu de majorité absolue et alors que la gauche, arrivée en tête au second tour, n'a pas encore réussi à s'accorder sur un nom de Premier ministre à proposer.

Lors de la campagne pour les élections législatives, plusieurs personnalités politiques, à commencer par Emmanuel Macron, ont accusé LFI d'antisémitisme. «Ce sont des accusations ignobles qui me blessent», a répondu Jean-Luc Mélenchon auprès de La Repubblica.

«Quand Hollande est sorti de la naphthaline, ses premiers mots à mon égard

ont été : «Taisez-vous», dit-il, lui qui a ruiné la gauche. Personne n'a jamais été traité en France comme moi, pas même Le Pen», a poursuivi le candidat à la présidentielle de 2022. Candidat lors des législatives - et élu député en Corrèze - François Hollande a en effet estimé le 23 juin que Jean-Mélenchon, «s'il veut rendre service au Nouveau Front populaire, il faut qu'il se mette de côté, qu'il se taise». «Ça ne veut pas dire que je nie la sensibilité qu'il représente (...). Mais quand il y a plus de rejet sur Jean-Luc Mélenchon que sur (Marine) Le Pen ou (Jordan) Bardella, il y a un moment où il faut avoir conscience de quel est l'intérêt général», a-t-il plaidé.

Depuis les législatives, les tensions entre LFI et le PS restent vives, notamment sur les négociations concernant un nom à proposer pour le poste de Premier ministre. LFI soutient la candidature de la présidente du conseil régional de La Réunion, Huguette Bello.

Les socialistes ont proposé l'économiste et spécialiste du climat Laurence Tubiana, trop modérée aux yeux des insoumis. La députée LFI Sophia Chikirou a notamment affirmé que «le hollandisme c'est comme les punaises de lit: tu as employé les grands

moyens pour t'en débarrasser, tu y as cru quelque temps et tu as repris une vie saine (à gauche) mais en quelques semaines, ça gratte à nouveau et ça sort de partout...».

Une sortie peu appréciée par les socialistes, mais que Jean-Luc Mélenchon a défendu auprès de La Repubblica: «Chikirou n'a pas parlé de Hollande mais de hollandisme». Le leader insoumis a ajouté être lui-même régulièrement attaqué: «Je suis la cible, car tout le monde sait que je n'abandonnerai jamais».

Avant de viser à nouveau le PS: «Pourquoi devrais-je céder? Pour devenir comme les socialistes? Il y en a déjà assez...»

Évoquant la prochaine élection présidentielle, il a estimé que le choix d'un gouvernement aujourd'hui aura des conséquences sur le score du RN.

«À ce moment-là, nous dirons au pays: «Vous choisissez, mais ne pensez pas que c'est un choix sans conséquences». Si le pays vote pour un fasciste, nous aurons un gouvernement fasciste».

«C'est pourquoi, aujourd'hui, nous ne devons pas commettre l'erreur d'accepter un gouvernement de «façade républicaine». Si c'était le cas, Le Pen gagnerait dix points d'un seul coup», a-t-il assuré.

Joe Biden jette l'éponge

La fin par jeter l'éponge. Face aux demandes au retrait de la course qui devenaient de plus en plus nombreuses et fortes et au retrait des fonds des donateurs, le président démocrate Joe Biden a fini par renoncer à la course pour la Maison Blanche par un communiqué de presse diffusé dans la soirée à Kinshasa. Un vrai coup de tonnerre néanmoins attendu.

« Mes chers Américains, en tant que nation, nous avons fait de grands progrès au cours des 3 1/2 dernières années. Cela a été le plus grand honneur de ma vie d'être votre président. Bien que j'aie eu l'intention de me représenter, je pense qu'il est dans l'intérêt de mon parti et de mon pays que je me retire et que je me concentre uniquement sur mes fonctions de président jusqu'à la fin de mon mandat ».

« Dans le courant de la semaine, je m'adresserai plus en détail à la nation pour lui faire part de ma décision. Pour l'heure, permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude à tous ceux qui ont travaillé si dur pour assurer ma réélection. Je tiens à remercier la vice-présidente Kamala Harris pour avoir été un partenaire exceptionnel dans tout ce travail. Et permettez-moi d'exprimer ma sincère gratitude au peuple américain pour la foi et la confiance qu'il a placées en moi. Je crois aujourd'hui ce que j'ai toujours cru : il n'y a rien que l'Amérique ne puisse faire lorsqu'elle le fait ensemble ». Le président démocrate sortant qui jouait encore sa survie politique était confiné dans sa résidence privée du Delaware après avoir contracté le Covid. Le démocrate de 81 ans ne parvenait plus à faire taire les voix l'enjoignant à passer le flambeau, en raison des questions lancinantes sur son acuité mentale et sa forme physique. Il avait assuré vendredi qu'il reprendrait sa campagne cette semaine, mais son combatif échoue à occulter la fronde qui grandissait chez des responsables démocrates. Plus de 30 élus l'avaient appelé publiquement à laisser la place à un ou une candidate plus jeune. Et l'un de ses principaux donateurs, l'homme d'affaires Michael Moritz, l'a appelé à se retirer et annoncé



Donald Trump se congratule avec son co-listier J.D. Vance lors du meeting à Grand Rapids, dans l'État de Michigan, le 20 juillet 2024. AFP JIM WATSON.

suspendre ses dons au parti. Joe Biden « a une décision très importante à prendre », avait déclaré samedi la sénatrice Elizabeth Warren sur MSNBC, évoquant l'hypothèse de son remplacement par sa vice-présidente, Kamala Harris, 59 ans, ancienne procureure générale de Californie.

IL ÉTAIT SOUS FORTE PRESSION.

« Ce qui me donne beaucoup d'espoir en ce moment, c'est que si le président Biden décide de se retirer, nous avons la vice-présidente Kamala Harris, qui est prête à intervenir, à unir le parti, à affronter Donald Trump et à gagner en novembre », avait-elle déclaré. « Si vous vous présentez contre un repris de justice, une procureure comme Kamala est vraiment une bonne personne pour défendre votre cause », avait-elle ajouté, en référence à la condamnation de Donald Trump au pénal, une première pour un ancien président. Allait-il entendre les voix toujours plus nombreuses dans

son camp qui l'invitaient à se mettre en retrait avant qu'il ne soit trop tard ? Un influent sénateur américain avait rejoint dimanche 21 juillet les rangs des responsables démocrates qui appelaient Joe Biden, 81 ans, au retrait. Une pression qui prenait d'autant plus d'ampleur que de nouveaux sondages donnaient le locataire de la Maison Blanche à la traîne, lui qui a multiplié les gaffes et les moments d'absence ces dernières semaines. « J'ai le cœur lourd, mais je pense qu'il est temps pour lui de passer le flambeau à une nouvelle génération », avait déclaré le sénateur indépendant Joe Manchin, sur les plateaux des matinales dominicales de CNN et ABC. « Je suis inquiet pour la santé du président et son bien-être », avait argué l'élue, longtemps voix à part du Parti démocrate qu'il avait fini par quitter il y a quelques mois. Au cours de ses interventions de ce dimanche, Joe Manchin avait appelé le président à achever son mandat et à continuer de s'impliquer pour

aider l'Ukraine et favoriser un processus de paix au Proche Orient. Transformé en martyr par son agresseur lors de son meeting d'il y a une dizaine de jours mais l'ont laissé en vie, grandi par cette image de miraculé, porté par son triomphe à la convention républicaine et la crise qui secouait la candidature de Joe Biden, le candidat républicain à la Maison Blanche lui, a promis samedi 20 juillet un « raz-de-marée » républicain lors de son premier meeting de campagne depuis qu'il a été victime d'une tentative d'assassinat, assurant avoir « pris une balle pour la démocratie ». Apparu sans le bandage blanc qui lui recouvrait ses derniers jours toute l'oreille, mais avec un pansement plus discret, le candidat républicain a été acclamé dans une salle omnisports de 12.000 spectateurs pleine à craquer, à Grand Rapids dans le Michigan, un État clé qu'il avait remporté en 2016 mais que Joe Biden lui a ravi en 2020. « J'ai pris une balle, la semaine

dernière, pour la démocratie », a lancé Donald Trump au début de son discours, pour se défendre d'accusations récurrentes d'extrémisme vis-à-vis de sa rhétorique et de son projet politique, tout en réaffirmant que l'élection de 2020 avait été truquée. « Le parti démocrate n'est pas le parti de la démocratie, plutôt le contraire ! ». Donald Trump a multiplié les promesses de baisses d'impôts, de lutte contre l'inflation et de taxes sur les importations pour protéger le « made in America ». Au milieu d'un discours de près de deux heures, truffé comme d'habitude d'anecdotes sur ses relations avec les chefs d'État, comme le « brillant » chinois Xi Jinping qui « contrôle 1,4 milliard de personnes d'une main de fer ». Il a aussi re-

(Suite en page 19).

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger propriété de FINANCE PRESS GROUP en abrégé FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International

Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
Radio Télé Action
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse belges. Accords spéciaux.
Belgique. Trends. Trends, Tendances.
Le Vif/L'Express. Knack.
© Copyright 2024 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

I C P
InterCongoPrinters